

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 FÉVRIER 1906.

Proposition de loi concernant le certificat d'études moyennes du degré supérieur dans la partie flamande du pays (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. VAN CAUWENBERGH.

MESSIEURS,

La proposition de loi soumise à votre examen tend à généraliser les dispositions des articles 2 et 3 de la loi du 15 juin 1883.

Pour atteindre ce but, les certificats dont la délivrance est prévue tant à ces articles, qu'à l'article 17, § 1, litteras E et F de la loi électorale du 12 avril 1894, devraient mentionner, à dater du 1^{er} juillet 1908, que le titulaire du certificat a suivi, à part les cours de flamand, d'anglais et d'allemand, deux cours au moins, enseignés en flamand, conformément à la loi du 15 juin 1883; ou qu'il a subi un examen spécial en flamand, sur deux cours au moins qui lui auront été, à part des cours de flamand, d'anglais et d'allemand, enseignés en flamand, conformément à la loi du 15 juin 1883.

Le but poursuivi par les auteurs de la proposition est d'obliger les établissements libres à adopter le régime établi par la loi du 15 juin 1883 pour les établissements d'instruction dépendant des pouvoirs publics, c'est-à-dire de se servir de la langue flamande comme langue véhiculaire de l'enseignement pour le flamand, l'anglais et l'allemand ainsi que pour deux autres cours au moins du programme.

Cette règle deviendrait absolue; aucun certificat ne pourrait être délivré à

(1) Proposition de loi, n° 285 (session de 1900-1901).

(2) La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. BEERNAERT, DE BRUYN, HELLEPUTTE, VAN CAUWENBERGH, VANDEWALLE et WOESTE.

des élèves qui n'auraient pas suivi les cours organisés ainsi, dans la partie flamande du pays, bien entendu; car les auteurs de la proposition n'ont jamais eu l'intention de rendre l'étude du flamand obligatoire pour les régions wallonne ou allemande. Il résulterait de là, par voie de conséquence, que les sections françaises établies dans certains athénées pourraient bien être maintenues, mais les élèves qui auraient suivi les cours de ces sections ne pourraient obtenir un certificat utile pour l'admission aux grades académiques et pour la capacité électorale attachée à la production de pareils certificats.

Dans les sections et au sein de la Section centrale, la grande majorité des membres, ayant pris part à l'examen de la proposition, ont été d'accord pour désirer que l'étude de la langue flamande soit rendue obligatoire au programme des établissements investis du pouvoir de délivrer des certificats, mais la même entente n'a existé, ni sur l'étendue à donner à cette obligation, ni sur les moyens de constater si l'obligation a été remplie.

Il est bon de réagir contre la tendance qu'ont certaines familles, surtout dans les grandes villes, d'élever leurs enfants exclusivement en français et de les rendre ainsi inaptes à suivre dans les écoles des cours donnés en flamand. Par là ils sont cause que les jeunes gens élevés en flamand se voient enrayés dans l'étude de leur langue maternelle, forcés d'apprendre à penser, à écrire, à s'instruire dans une langue qui n'est pas la leur. Cette situation place ces jeunes gens dans une situation de fâcheuse infériorité. Il est juste de la faire cesser dans la mesure du possible.

La Belgique est un pays bilingue; les deux langues nationales devraient, dans les écoles, être enseignées sur un pied d'égalité. L'enseignement primaire devrait être donné dans la langue maternelle, et la seconde langue être apprise par tous les enfants lorsqu'ils auraient acquis une connaissance suffisante de leur langue maternelle. Ils pourraient alors commencer à apprendre avec fruit la seconde langue et approfondir l'étude de la langue maternelle.

Mais il n'est pas question d'imposer la connaissance du flamand aux enfants de la région wallonne du pays; les auteurs de la proposition ne souscrivent même pas à une proposition qui a été faite dans ce sens.

Si la généralisation de l'étude du flamand n'est pas proposée pour tout le pays, ce n'est pas là un motif pour ne pas prendre des mesures pour assurer l'enseignement approfondi de cette langue dans les régions flamandes.

La langue flamande possède une littérature dotée d'une histoire brillante et de grands écrivains; des jurisconsultes, des savants ont écrit dans cette langue; elle est employée dans la confection des lois, dans les tribunaux, dans la chaire, dans le journalisme; elle est la langue du peuple, et il est, non pas seulement utile, mais nécessaire que les classes aisées, pour être en communion d'idées avec le peuple, comprennent sa langue et puissent s'en servir dans les rapports qui doivent exister entre toutes les classes de la société.

Bien des efforts ont été faits pour favoriser et étendre la connaissance du flamand : ces efforts n'ont été ni assez soutenus, ni assez encouragés.

Ils n'ont pu s'adresser qu'à la bonne volonté des parents, et cette bonne volonté n'a pas toujours répondu à l'attente des chefs d'établissement. D'autre part cet enseignement n'a pas toujours été suffisamment organisé.

Il est nécessaire, et sur ce point l'accord semble être fait, que l'étude du flamand soit rendue obligatoire dans toutes les classes des humanités anciennes et modernes de tous les établissements d'instruction moyenne situés dans la partie flamande du pays.

Pour cela, le flamand doit être inscrit au programme des études, au même titre que le latin, le grec et les autres branches que la loi énumère et dont le certificat délivré à la fin des études doit faire mention.

L'accord cesse du moment qu'il s'agit de régler l'importance à donner à cette étude, les méthodes à suivre et la preuve à fournir qu'il a été satisfait aux prescriptions légales.

Les auteurs de la proposition de loi indiquent la méthode à suivre : à part les cours de flamand, d'allemand et d'anglais, qui seront donnés en flamand, deux autres cours au moins du programme seront donnés en flamand dans toutes les classes des humanités, et les certificats mentionneront que le titulaire a suivi avec fruit ces cours ainsi enseignés.

La proposition a été vivement combattue et non moins vivement défendue.

Dans les sections, elle a été admise par 35 voix contre 18 et 19 abstentions.

Les adversaires de la proposition ont soutenu qu'elle était inconstitutionnelle et fondaient leur opinion sur les considérations suivantes :

Aux termes de l'article 23 de la Constitution, l'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif et ne peut être réglé que par la loi et seulement pour les actes de l'autorité publique et les affaires judiciaires : on ne peut donc imposer l'emploi d'une langue déterminée pour l'enseignement. L'article 17 proclame la liberté de l'enseignement et, comme conséquence, la liberté des méthodes, et l'article 6 proclame l'égalité des Belges devant la loi : exiger des conditions différentes pour l'admission aux grades académiques et à l'électorat, selon l'origine ou le domicile de certains Belges ou selon la situation de l'établissement où ils reçoivent l'instruction, c'est violer l'égalité des Belges.

Les partisans de la proposition répondent : le législateur ne viole ni la liberté de l'usage des langues, ni la liberté d'enseignement, ni l'égalité des Belges devant la loi, en soumettant la délivrance des certificats à certaines conditions déterminées. Cela a été fait par toutes les lois sur l'enseignement moyen et supérieur qui se sont succédé en Belgique. Il suffit de citer les articles 22 et 23 de la loi du 1^{er} juin 1850 et 5 de la loi du 15 août 1888, qui inscrivent au programme, comme branche obligatoire, l'étude approfondie du français pour tout le pays, et du flamand et de l'allemand, seulement pour les parties du pays où ces langues sont en usage.

Examen en sections.

Dans la première section, la proposition de loi fut rejetée par 5 voix contre 3 et 5 abstentions. Les membres ayant émis un vote négatif et ceux qui se sont abstenus ont déclaré qu'ils souhaitaient voir prendre des mesures efficaces pour assurer l'enseignement du flamand.

La seconde section a admis la proposition par 8 voix; deux membres se sont abstenus. Des membres déclarent n'avoir émis un vote affirmatif que sous la réserve formelle d'examiner de plus près la constitutionnalité de la

proposition. Ils se sont déclarés prêts à se rallier à toute formule transactionnelle donnant les mêmes garanties que la proposition principale, mais de nature à respecter leurs scrupules constitutionnels.

La troisième section admet la proposition par 4 voix contre 3 et 1 abstention.

Un membre se déclare favorable à toutes les revendications relatives à l'enseignement du flamand dans la partie flamande du pays, mais il estime que la proposition est inconstitutionnelle et est d'avis qu'on peut améliorer la situation par voie d'arrêté royal, sans recourir à l'intervention du législateur. La loi du 10 avril 1890 délègue au Gouvernement le pouvoir de régler la forme des certificats, l'organisation et le fonctionnement du jury appelé à juger du mérite des certificats; ce jury doit recevoir communication du programme des établissements, tant privés que publics, qui ont délivré les certificats. Il en apprécie le mérite.

Des membres préfèrent voir imposer à tous les établissements l'obligation d'employer un certain nombre d'heures par semaine à l'enseignement du flamand.

Un membre désire vivement voir d'atteindre le but que vise la proposition de loi : elle tend à détruire l'obstacle séparant les classes sociales en pays flamand; elle a en vue une œuvre de démocratie saine et progressive; il votera la proposition parce qu'il n'y en a pas d'autre, mais il est à présumer qu'il se produira une formule échappant au reproche d'inconstitutionnalité et d'empiétement sur la liberté d'enseignement et sur la liberté de l'emploi des langues.

Tous les membres se sont déclarés favorables aux mesures pouvant améliorer l'enseignement du flamand; ceux qui ont voté contre et ceux qui se sont abstenus ont motivé leur vote par des scrupules constitutionnels.

La proposition a été adoptée par 4 voix contre 3 et 7 abstentions.

Au sein de la quatrième section, un membre approuve le but hautement louable de la proposition. Il estime que les diplômes doivent mentionner la connaissance approfondie de la langue flamande et présenter de sérieuses garanties de sincérité. Mais il estime que le législateur sort de ses attributions en imposant une méthode aux établissements libres. On pourrait, sans empiéter sur la liberté d'enseignement, exiger des élèves un examen sur la langue flamande et dispenser de cet examen ceux qui ont suivi les cours dans un établissement où le flamand est employé comme langue véhiculaire pour certains cours, ou bien là où un certain nombre d'heures est consacré à l'enseignement du flamand.

Des membres se plaignent de l'insuffisance de l'enseignement du flamand à Bruxelles et en Wallonie, et généralement du peu d'importance accordé à cet enseignement dans les établissements de filles. Un membre demande que les dispositions de la loi de 1883 soient rendues applicables à l'enseignement normal du degré supérieur, tant pour les jeunes filles que pour les jeunes gens, à partir de la troisième année qui suivra la promulgation de la nouvelle loi, et il insiste pour que sa proposition soit soumise aux délibérations de la Section centrale

La proposition est admise par 6 voix contre 1 et 5 abstentions.

Par 10 voix contre 2 abstentions, la section émet le vœu que toute modification favorable à la réalisation du but poursuivi soit examinée avec la plus grande bienveillance par la Section centrale.

Un membre demande que les dispositions proposées soient rendues applicables à la langue allemande dans la partie du pays où cette langue est en usage.

A la cinquième section, on fait observer que la proposition viole les articles 17 et 23 de la Constitution; un membre répond qu'il n'en est rien, que la faculté de délivrer des certificats, accordée à des établissements libres, constitue un privilège que la loi peut soumettre à des conditions déterminées; la proposition est rejetée par 5 voix contre 3 et 2 abstentions.

A la sixième section, un membre fait remarquer que la loi de 1883 a fait faire aux élèves de l'enseignement officiel de grands progrès dans la connaissance approfondie de la langue flamande. Il soutient que la délivrance des certificats est un acte de l'autorité publique et qu'en subordonnant cet acte à des conditions déterminées la loi ne violerait pas l'article 23 de la Constitution; d'autres membres désirent voir rendre la connaissance du flamand obligatoire, mais n'admettent pas l'imposition aux établissements libres, d'une méthode spéciale pour l'enseignement de cette langue.

Des membres souhaitent voir rendre l'étude du flamand obligatoire pour tout le pays et expriment le vœu de voir la Section centrale se rallier à l'une ou l'autre proposition plus à l'abri du reproche d'inconstitutionnalité. La proposition est admise par 9 voix contre 4.

Il résulte de l'ensemble des délibérations des sections, que la grande majorité des membres qui y ont pris part sont d'accord sur les points suivants :

1° Qu'il est désirable que la langue flamande soit enseignée de la manière la plus sérieuse dans tous les établissements d'instruction du pays;

2° Qu'il est nécessaire qu'en pays flamand, les jeunes gens qui se destinent aux études académiques justifient de la connaissance approfondie de la langue flamande.

Le désaccord surgit sur la manière de constater si le récipiendaire connaît suffisamment la langue flamande.

Trois systèmes sont en présence :

1° La proposition de loi fait résulter cette preuve d'une présomption. L'élève connaîtra suffisamment la langue flamande si l'enseignement a été organisé conformément à la loi du 15 juin 1883, applicable aux établissements d'instruction moyenne de l'État;

2° Cette preuve peut résulter d'un certificat délivré par le chef de l'établissement.

La connaissance du flamand étant rendue obligatoire à l'égal du latin, du français et des autres branches du programme, la preuve de cette connaissance sera la même pour cette branche que pour les autres;

3° Cette preuve ne peut résulter que d'un examen, à la fois écrit et oral, constatant qu'effectivement le récipiendaire écrit et parle le flamand.

Examen en Section centrale.

Avant d'aborder l'examen de ces divers systèmes, la Section centrale a désiré savoir si la loi du 15 juin 1883 était rigoureusement appliquée dans les athénées et les écoles moyennes, quels étaient les résultats produits par ce régime, et elle a voulu s'entourer d'un grand nombre de renseignements figurant dans les questions adressées à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique et auxquelles il a été répondu le 20 janvier 1905. Ces questions et ces réponses sont consignées dans le document annexé à ce rapport.

Des réponses faites par le Gouvernement, il résulte qu'en général pour les humanités anciennes, le nombre des élèves suivant les cours du régime français est plus considérable que celui des élèves suivant les cours du régime flamand.

Pour les humanités modernes, il en est de même à Bruxelles et à Ixelles ; il en est autrement à Anvers et à Malines.

Le Gouvernement déclare ne pas posséder les éléments suffisants pour pouvoir répondre avec quelque précision au sujet de l'enseignement dans les établissements privés.

Des renseignements particuliers obtenus par la Section, il résulte qu'en règle générale dans les établissements privés du pays flamand, l'étude du flamand est obligatoire, qu'on y consacre un nombre d'heures plus grand qu'auparavant, que les points obtenus au concours du flamand comptent pour l'excellence et que la situation s'est notablement améliorée.

Là comme dans les établissements de l'État, la direction vient se heurter au peu de bonne volonté de certains parents. Ceux-ci n'apprécient pas la nécessité pour leurs enfants de bien connaître la langue du pays où ils sont appelés à vivre, nécessité au point de vue des intérêts sociaux, nécessité au point de vue de l'admission aux fonctions publiques et à l'exercice de toute profession.

La Section centrale a été unanime pour désirer arriver au vote d'une formule assurant l'enseignement approfondi du flamand et échappant au reproche d'inconstitutionnalité.

La proposition de loi soumise à son examen a été vivement combattue comme inconstitutionnelle d'abord, ensuite comme présentant le grave inconvénient de faire intervenir le législateur et l'administration dans le choix des méthodes et dans l'ordre intérieur des établissements libres.

Comme au sein des sections, les deux opinions ont rencontré des défenseurs convaincus, mais la Section centrale s'est attachée à chercher une formule échappant aux reproches formulés et de nature à réunir les suffrages de tous.

Dans cet ordre d'idées, diverses solutions furent préconisées :

Des membres proposèrent de rendre obligatoire la connaissance du flamand dans tout le pays.

Au programme des études des établissements wallons figure la connais-

sance d'une ou plusieurs langues vivantes; il lui paraît naturel et opportun de décider que l'une de ces langues sera le flamand au même titre que le français l'est en pays flamand. A la fin des études, tous les élèves auront été appelés à subir une épreuve écrite et orale sur la connaissance des langues, la production du certificat étant maintenue pour les mathématiques, l'histoire, la géographie et les autres branches du programme.

L'épreuve aurait compris :

A. Dans les contrées flamandes :

1° La traduction en français et en flamand d'un auteur latin, emprunté au programme de la rhétorique; 2° la traduction en flamand d'un auteur allemand, anglais ou français; 3° une composition flamande et une composition française, allemande ou anglaise.

B. Dans les contrées wallonnes :

1° La traduction en français et en flamand d'un auteur latin, emprunté au programme de la rhétorique; 2° la traduction en français d'un auteur allemand, anglais ou flamand; 3° une composition française et une composition allemande, anglaise ou flamande.

Cette proposition ne fut pas agréée; la Section centrale y vit le rétablissement, du moins partiel, du graduel, supprimé en 1876, après de longs débats. D'accord avec les auteurs de la proposition de loi, elle n'a pas voulu imposer la connaissance du flamand à la partie du pays où cette langue n'est pas en usage.

D'autres propositions furent faites; l'une d'elles était ainsi conçue :

« Les certificats exigés par les articles 5 et 12 de la loi du 10 avril 1890, sur la collation des grades académiques, et par l'article 17, § 1, littéras *E* et *F* de la loi électorale du 12 avril 1894, devront, s'ils sont délivrés par des établissements d'enseignement moyen établis dans la partie flamande du pays, constater que le titulaire a subi un examen spécial en flamand qui comprendra une traduction en flamand, une traduction du flamand et une composition en flamand ».

Une autre proposition était ainsi formulée :

« Les certificats exigés par les articles 5 et 12 de la loi du 10 avril 1890, sur la collation des grades académiques, et par l'article 17 § 1, littéras *E* et *F* de la loi électorale du 12 avril 1894, devront, s'ils sont délivrés par des établissements d'enseignement moyen établis dans la partie flamande du pays, constater que le titulaire a subi un examen spécial en flamand, oral et écrit, sur la langue flamande et sur deux cours au moins en dehors de l'allemand et de l'anglais, choisis par lui parmi les matières qui font partie du programme visé par la loi du 10 juin 1883.

» Cet examen sera passé devant un jury constitué conformément à l'article 7 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891. »

Les mesures ainsi proposées ne parurent pas donner une garantie suffisante de la connaissance approfondie du flamand; la Section centrale a désiré que l'élève subit un examen oral en flamand sur certaines matières, justifiant

ainsi par des réponses qu'il sait manier la langue flamande, et qu'il subit un examen écrit pour justifier qu'il sait rédiger en flamand.

Dans ce système, qui fut à ce moment admis par la majorité des membres de la Section centrale, et auquel les auteurs de la proposition se rallièrent, la preuve que le récipiendaire connaît le flamand résulterait d'une épreuve comportant une composition flamande sans dictionnaire, une traduction à vue d'un auteur latin ou grec pour les humanités anciennes; d'un auteur anglais, espagnol ou allemand pour les humanités modernes; enfin, d'une interrogation orale en flamand sur les matières enseignées dans la classe de rhétorique.

L'examen aurait lieu devant un jury institué par arrêté royal et composé d'un nombre égal de professeurs de l'enseignement officiel et de l'enseignement libre, du directeur de l'établissement auquel appartient le récipiendaire, sous la présidence d'un membre de l'Académie royale flamande.

Il est entendu que l'examen ne porterait que sur la connaissance de la langue flamande et qu'on ne pourrait avoir égard au mérite plus ou moins grand des réponses au point de vue scientifique.

Cinq membres de la Section se rallièrent à cette proposition, un membre s'abstint et motiva son abstention par les motifs suivants :

« Je suis d'avis qu'il ne faut rien négliger pour développer la connaissance et surtout la connaissance pratique de la langue flamande. Ce développement doit s'opérer par les moyens que suggère l'initiative individuelle et même à l'aide des mesures légales, à la condition que ces mesures sauvegardent les principes constitutionnels, les traditions nationales et les intérêts des populations.

» La question des langues n'a pas cessé depuis un siècle de soulever des problèmes délicats. Ces problèmes doivent être réglés sous l'empire de deux principes fondamentaux : il faut maintenir ou établir entre elles une stricte égalité, et éviter d'imposer à quiconque l'emploi d'une de ces langues de préférence à l'autre : telles sont les prescriptions constitutionnelles.

» La proposition de M. Coremans méconnaît ces principes; elle viole les articles 17 et 23 de la Constitution; elle ne peut donc être adoptée.

» On propose aujourd'hui d'instituer un examen spécial sur le flamand, se composant de deux épreuves, l'une, l'épreuve écrite, comprenant une version flamande et une composition flamande; l'autre, l'épreuve orale, portant sur les matières enseignées dans la rhétorique.

» L'institution d'un examen ainsi défini méconnaît l'égalité qui doit exister entre les langues usitées en Belgique.

» On réclame un examen sur le flamand, et pas sur le français et l'allemand : pourquoi ce traitement différent? Dans les provinces wallonnes, toutes choses resteront en l'état; les Wallons ne devront pas prouver leur connaissance de leur langue maternelle au moyen d'examens; il en sera autrement en pays flamand. Constitutionnellement, cette inégalité est injustifiable. Mieux vaudrait rétablir le graduat. Le graduat provoque de sérieuses objections; mais ces objections sont moins graves que la proposition adoptée par la majorité de la Section centrale. Le graduat porterait sur toutes les branches, et par cela même il se produirait entre elles, en faveur des récipiendaires, un

certain équilibre et des compensations légitimes; cet équilibre et ces compensations deviennent impossibles lorsque l'examen n'est institué que pour une seule de ces branches

» Mais, en outre, la proposition lèse gravement les intérêts des récipiendaires et, par celà même, des familles.

» L'examen oral portera, d'après les termes de la disposition adoptée, sur les matières enseignées en rhétorique. Entend-on que celles-ci soient enseignées toutes en flamand? Certes on ne le prétendra pas. Mais alors les élèves seront obligés d'apprendre ces matières dans les deux langues, et la rhétorique deviendra de plus en plus une classe de mémoire. Ce n'est pas tout. En fait, l'examen oral ne portera pas vis-à-vis de chaque élève sur toutes les matières de la rhétorique; l'examineur pourra choisir telle ou telle branche et concentrer sur elle ses interrogations. Voici un élève; on l'interroge en flamand sur la physique ou l'algèbre; il n'est pas impossible qu'il ait quelque peine à se servir des termes techniques de la langue flamande dans ces matières spéciales; peut être cependant sera-t-il un excellent élève; peut-être sera-t-il apte à converser en flamand; rien n'y fera; ayant échoué à l'examen oral, on l'arrêtera au seuil de l'enseignement supérieur; la carrière vers laquelle le portent ses aptitudes sera brisée.

» Un tel projet est draconien et injuste, il provoquera une réaction.

» Je sais bien que les parents riches des régions flamandes pourront confier leurs enfants à des établissements situés en pays wallon. Mais le législateur n'a pas le droit de combiner les mesures qu'il prend de manière à léser les moins fortunés de nos concitoyens : ce serait instituer un privilège contre eux en faveur de ceux qui appartiennent à une condition aisée.

» La proposition méconnaît donc les deux idées fondamentales qui doivent servir à régler la question des langues.

» C'est dire qu'elle constitue une des plus mauvaises qui pût être formulée pour résoudre le problème.

» En conséquence, l'abstention dans laquelle je me réfugie a la signification que voici : je désire vivement que des mesures pratiques soient adoptées; mais je ne puis aller jusqu'à sacrifier les intérêts des citoyens et les prescriptions constitutionnelles ni provoquer un régime qui suscitera rapidement de légitimes oppositions.

» Dans un article publié le 28 juillet 1903, le *Bien Public*, en se prononçant contre la proposition adoptée par la majorité de la Section centrale, a affirmé que pas un professeur n'en était partisan. Je puis confirmer qu'elle rencontre dans le corps professoral les plus énergiques résistances.

» Elle s'appliquera, du reste, à l'enseignement de l'État comme à l'enseignement privé. Elle leur imposera à tous deux un régime inconnu jusqu'ici et auquel l'opinion n'est pas préparée. C'est assez dire qu'avant d'adopter une semblable réforme, il serait utile de consulter le Gouvernement, qui, probablement, demanderait l'avis des organismes représentant l'enseignement public et aussi celui des chefs des établissements libres. A agir autrement, le Parlement risque de faire fausse route.

» Si je me suis abstenu en Section centrale, c'est dans l'espoir que l'appel qui précède sera entendu. »

A ces motifs d'abstention, un membre a répondu en ces termes :

« Si la proposition de M. Coremans a soulevé chez certains de nos collègues des scrupules basés sur les articles 17 et 23 de la Constitution, la proposition votée par la Section centrale échappe à toute critique de cette nature.

» Le fait que l'honorable préopinant avait proposé lui-même de faire subir aux élèves des établissements flamands un examen de capacité sur le flamand enlève toute portée aux attaques dirigées contre le principe de la solution admise par la Section centrale, qu'il s'agisse de l'inégalité entre les élèves flamands et wallons, de la situation défavorable faite aux établissements flamands, ou de la constitutionnalité de la mesure. Reste le programme de l'examen. C'est l'examen oral surtout qui offusque l'honorable membre. Mais comment, sans une interrogation orale, pourra-t-on s'assurer que l'élève connaît le flamand de façon à pouvoir s'exprimer convenablement en cette langue ?

» Si la Section centrale a choisi comme sujet de cette interrogation les matières enseignées en rhétorique, c'est parce qu'il faut bien, dans l'intérêt de l'élève, limiter le champ de l'interrogation et qu'il convient de laisser le plus de latitude possible aux établissements quant à l'organisation et au programme des études. Et il ne viendra à l'esprit de personne de soutenir que cela implique l'enseignement de toutes les matières en flamand durant tout le cours des études.

» L'honorable membre trouve le graduat préférable à cette solution. Il ne peut ignorer cependant que plusieurs membres de la Section centrale et lui-même se sont prononcés contre le rétablissement du graduat sous une forme même atténuée. »

Après ce vote de principe, la Section s'ajourna pour examiner les divers cas d'application du système qui avait eu ses préférences, et bientôt elle acquit la conviction que bien des difficultés allaient se produire.

Les élèves sortis des établissements situés dans la partie flamande du pays devront passer un examen avant d'entrer à l'université, alors que ceux sortis d'un établissement de la région wallonne seront admis sur la simple production d'un certificat. Il y aurait là une inégalité bien grande.

Quel sera le sort réservé aux élèves flamands recevant l'instruction dans des établissements soumis au régime français ?

L'examen comprend un interrogatoire sur les branches enseignées dans la classe de rhétorique, résulte-t-il de cette disposition qu'un élève ayant fait ses études dans un établissement situé dans la région flamande pourra se soustraire à l'obligation de passer l'examen en allant faire sa rhétorique dans un établissement de régime français.

D'autre part, quelle sera la situation faite aux élèves de la région wallonne venant achever leurs études en pays flamand, soit qu'ils le fassent de leur plein gré, soit qu'ils y soient indirectement contraints par les nécessités de position de leurs parents.

Ces difficultés d'application furent reconnues sérieuses, et avant d'en aborder la solution, un membre reproduisit une proposition dont l'examen

n'avait pas été fait à cause de la faveur que rencontrait la proposition de l'épreuve orale et écrite.

Cette proposition est ainsi conçue :

Modifications à la loi du 10 avril 1890.

ARTICLE PREMIER.

« Ajouter à l'article 5, après le § 1, la disposition suivante :

» « Si l'élève a suivi ce cours dans la province d'Anvers, de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale, de Limbourg, ou dans les arrondissements de Bruxelles et de Louvain, le certificat devra, à partir du 1^{er} juillet 1910, constater que huit heures au moins ont été consacrées par semaine à l'enseignement du flamand.

» Cette mention ne sera pas requise s'il résulte du programme d'enseignement soumis au jury que l'établissement s'est conformé à la loi du 15 juin 1883. »

ART. 2.

« L'épreuve préparatoire prévue aux articles 9, 10, et 12 comprend, pour cette partie du pays, le flamand et le français. »

Un membre estime que cette proposition est inconstitutionnelle, puisqu'elle consacre une immixtion directe de la loi dans l'organisation de l'enseignement libre; un membre répond que le Gouvernement pourrait prescrire pareille mesure par arrêté royal. En effet, les établissements d'instruction, tant libres qu'officielles, délivrent des certificats d'admission aux études académiques; un jury en apprécie la valeur, et un des éléments d'appréciation est certainement celui d'apprécier si un nombre d'heures suffisant a été consacré à l'enseignement d'une branche obligatoire.

Un membre fait observer que, dans les athénées, le nombre d'heures consacré aux classes est de vingt-neuf à trente et une par semaine, alors que dans les collèges libres il est de vingt-quatre à trente.

La différence du nombre d'heures de classe provient de cette circonstance, que dans les collèges libres le nombre des heures consacré au travail personnel des élèves dans des études particulières est plus élevé, on y laisse plus leur initiative privée; d'après ce membre, le nombre d'heures consacré par les élèves à des travaux flamands pourrait être compté dans les huit heures consacrées au flamand.

Il est entendu, en outre, que les huit heures pourraient être employées à l'enseignement de la langue et de la littérature flamandes, ou bien, à l'enseignement, en flamand, d'autres matières du programme; par exemple, rien n'empêcherait de donner le cours de latin, au moyen du français, pendant un certain nombre d'heures, et au moyen du flamand pendant d'autres heures. Ces leçons, comme aussi les exercices de traduction du latin en flamand, ou du flamand en latin, seraient utilement comprises dans les huit heures de flamand.

Un membre demande si le régime français, facultatif dans les athénées, pourra continuer à subsister et s'il pourra être étendu aux établissements privés.

Un membre ne voit pas la nécessité de changer la loi à cet égard. Les sections françaises sont celles où toutes les matières sont enseignées en français, à la différence des sections flamandes, où deux cours au moins sont donnés en flamand. Si le Gouvernement veut maintenir les sections françaises en pays flamand, il le peut, mais il devra y faire donner par semaine huit heures de leçons de flamand ou en flamand. Les élèves devront suivre ces leçons, ou, s'ils ne le font pas, ils n'obtiendront pas un certificat valable et seront considérés comme n'ayant pas suivi des cours réguliers, ils devront alors se soumettre à l'épreuve préparatoire.

Les établissements privés peuvent organiser l'enseignement comme ils l'entendent, mais les élèves qui suivent les sections françaises devront, si l'on n'y donne pas huit heures de cours de flamand ou en flamand, se résigner à subir l'épreuve.

Le but poursuivi par tous les auteurs des propositions et des amendements, et le désir général de tous les membres est de favoriser les progrès de l'enseignement du flamand. De là la première nécessité : rendre la connaissance du flamand obligatoire pour ceux qui veulent entrer à l'université, afin d'y conquérir des grades académiques; mais comme il n'entre pas dans les intentions de ces auteurs de généraliser cette règle pour tout le pays ni de rendre l'étude du flamand obligatoire dans la région wallonne, il se présente une difficulté fort grave, celle d'établir quels sont les Belges qui devront justifier de la connaissance du flamand, et quels sont les Belges qui seront dispensés de cette obligation.

D'une façon absolue et directe, ce problème paraît insoluble sans méconnaître l'égalité des Belges devant la loi.

Le but peut être atteint dans la plupart des cas en tenant compte de cette circonstance, que l'immense majorité des aspirants aux grades académiques reçoivent l'instruction dans des établissements d'enseignement moyen officiels ou privés, mais régulièrement organisés.

Ces établissements d'instruction ont, de par la loi, la faculté de délivrer des certificats; il est permis de présumer que la presque totalité des élèves des établissements situés en pays flamand se destinent à demeurer dans le pays, à y suivre la carrière qu'ils se choisiront, à y exercer des fonctions publiques ou une profession nécessitant la connaissance approfondie de la langue du pays dans lequel ces établissements se trouvent; dès lors, il est utile et légitime d'exiger que les élèves sortant de ces établissements connaissent la langue flamande.

Les diverses propositions examinées par la Section centrale visent le même but et ne se différencient que par le mode de preuve ou par la présomption admise comme preuve de la connaissance du flamand.

Chacun des systèmes présente des avantages et des inconvénients, mais ils ne semblent pas devoir s'exclure; dès lors on s'est demandé si on ne pouvait admettre les divers systèmes en laissant le choix du mode de preuve aux établissements intéressés, leur liberté resterait plus entière, et tel système

peut être préférable dans telle situation et tel autre système dans telle autre situation.

Si le choix était laissé aux chefs d'établissements, la proposition de loi pourrait être rédigée ainsi :

Les certificats prévus aux articles 8, 9, 10 et 12 de la loi du 10 avril 1890, sur la collation des grades académiques, et à l'article 17, § 1, litt. E de la loi électorale du 12 avril 1894, et délivrés par des établissements d'enseignement moyen situés dans les provinces d'Anvers, de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale, du Limbourg et du Brabant, hormis l'arrondissement de Nivelles, doivent, à partir du 1^{er} juillet 1910, mentionner :

Que huit heures au moins ont été consacrées par semaine dans tout le cours des études à l'enseignement du flamand.

Ou bien :

Que les articles 2, 3 et 4 de la loi du 15 juin 1883 ont été appliqués.

Ou bien :

Que le titulaire a subi un examen spécial conformément aux dispositions suivantes :

Pour la section des *humanités anciennes*, l'examen comportera :

- 1° Une *composition* flamande sans dictionnaire;
- 2° La *traduction* à vue en flamand d'un auteur latin ou grec;
- 3° Une *interrogation* orale en flamand sur les matières enseignées au titulaire dans la classe de rhétorique;

Pour la section des *humanités modernes*, l'examen comportera :

- 1° Une *composition* flamande sans dictionnaire;
- 2° La *traduction* à vue en flamand d'un auteur anglais, espagnol ou allemand;
- 3° Une *interrogation* orale en flamand sur les matières enseignées au titulaire dans la classe de rhétorique.

L'examen aura lieu devant un jury institué par arrêté royal et composé :

- 1° D'un nombre égal de professeurs de l'enseignement dirigé ou subsidié par l'État et de professeurs de l'enseignement privé;
- 2° Du directeur de l'établissement dont l'élève a suivi les cours;
- 3° D'un membre de l'Académie royale flamande; ce dernier présidera le jury. Il sera choisi sur une liste double de candidats présentée par l'Académie.

Les chefs des établissements d'instruction auraient le choix entre trois modes de preuves pour établir que les élèves ayant suivi les cours connaissent le flamand d'une manière approfondie.

Si le choix tombe sur le régime des articles 2, 3 et 4 de la loi du 15 juin 1883, les chefs des établissements libres feront donner les cours

dans les mêmes conditions que le font les chefs des établissements dirigés par l'État.

S'ils préfèrent consacrer huit heures par semaine dans tout le cours des études à l'enseignement du flamand, il est entendu que ces huit heures comprendraient non seulement l'enseignement du flamand, mais aussi les heures consacrées à l'enseignement d'autres langues ou d'autres matières au moyen de la langue flamande, quand bien même ces cours ne se donneraient pas exclusivement en flamand, mais ainsi compterait au nombre des cours de flamand, l'enseignement du latin donné en flamand pendant trois ou quatre heures, quand bien même cet enseignement serait donné en français pendant les autres heures affectées au latin.

Le système des huit heures aurait le grand avantage de permettre aux chefs d'établissements d'organiser dans les classes inférieures des cours intensifs de langue flamande, et rien ne les obligerait d'étendre le même système à toutes les classes. Rien ne les empêcherait de suivre le régime de la loi du 15 juin 1883 pour les classes supérieures, lorsque les élèves des classes inférieures auront été suffisamment instruits dans la langue flamande pour suivre avec fruit des cours donnés dans cette langue.

Si des élèves ont fait leurs études, partie en régime wallon, partie en régime flamand, satisfont-ils en produisant un certificat qu'ils ont suivi, pour les classes faites en pays flamand, le régime flamand, et pour les classes faites en pays wallon, le régime français? Ou doivent-ils, à défaut de pouvoir produire le certificat de six années d'études en régime flamand, subir une épreuve et quelle épreuve? Est-ce l'épreuve de la nouvelle disposition, est-ce l'épreuve de l'article 10?

Dans la première hypothèse, il faudra présumer que l'élève qui a suivi une année de régime flamand est, par le fait même, réputé flamand, devoir connaître le flamand et passer l'examen justifiant de la connaissance du flamand. Cette présomption est excessive : on devrait plutôt considérer alors l'élève comme n'ayant pas fait d'études régulières et le soumettre à l'examen de l'article 10; mais alors le but visé par les auteurs des propositions n'est pas atteint. En cette matière, la sévérité est excessive et inutile.

Il ne reste donc d'autre solution que de déclarer régulières les études faites partie en pays flamand, partie en pays wallon, et déclarer réguliers les certificats, pourvu que l'élève ait satisfait aux exigences de la loi pour les classes qu'il a faites dans chacune des régions du pays, suivant la règle arrêtée pour ces régions.

En résumé, le certificat exigé par l'article 5 de la loi pour être admis aux examens conférant les grades académiques sera délivré à l'élève qui a suivi dans la région flamande les cours d'un établissement d'instruction moyenne public ou privé qui se conformera aux articles 2, 3 et 4 de la loi du 15 juin 1883, ou qui inscrira à son programme huit heures de leçons de flamand ou données en flamand, ou qui, préalablement à la délivrance du certificat, aura subi l'épreuve spéciale sur le flamand.

A défaut de certificat admis par le jury, le récipiendaire doit justifier qu'il a subi l'épreuve préparatoire déterminée par l'article 10. Telle est la disposition de l'article 9 de la loi du 10 août 1890.

L'épreuve de l'article 10 comprend le français ou le flamand, au choix du récipiendaire. Faut-il que cette épreuve comprenne obligatoirement le flamand? L'article 2 d'une des propositions relatées plus haut l'exige.

La proposition de loi primitive exigeait également l'épreuve dans sa disposition finale ainsi conçue : « ou qu'il a subi un examen spécial en flamand sur deux cours au moins qui lui auront été, à part les cours de flamand, d'anglais ou d'allemand, enseignés en flamand, conformément à la loi du 15 juin 1883 ».

Si cette proposition est admise, il est nécessaire de dire clairement quels sont les récipiendaires astreints à passer l'épreuve sur la langue flamande, quels sont ceux qui sont dispensés de cette obligation.

Sont-ce les élèves ayant fréquenté irrégulièrement des établissements situés en région flamande et régulièrement organisés? Sont-ce ceux qui ont suivi dans ces établissements des cours incomplets? Sont-ce ceux qui ont suivi les cours dans des établissements situés en pays flamand et ne donnant pas des leçons flamandes ou ne préparant pas leurs élèves à subir l'épreuve spéciale?

Que décider des élèves ayant fait des études en famille, des études entièrement privées? Sont-ils astreints à passer un examen sur le flamand du moment qu'ils sont originaires de la région flamande ou qu'ils y sont domiciliés?

Voilà autant de questions à résoudre, et si ces questions étaient résolues par le législateur, le jury, avant d'admettre un récipiendaire à l'épreuve, aurait à faire une enquête pour établir si oui ou non il est astreint de par la loi à subir l'épreuve en flamand.

Il n'y a que deux solutions possibles : ou bien astreindre tous les récipiendaires, quelle que soit leur origine, à passer l'examen sur le flamand ou bien ne l'imposer à personne et laisser à chacun le libre choix.

Du moment que la Section centrale ne veut pas imposer la connaissance du flamand à tous les Belges indistinctement, il faut laisser le libre choix au récipiendaire. Ainsi l'article 10 et, par voie de conséquence, l'article 12 ne subiraient pas de modifications.

Cette solution paraît la plus rationnelle; elle ne va pas à l'encontre du but poursuivi par les auteurs de la proposition, elle garantit mieux la liberté de ceux qui pour des motifs fondés ou indépendants de leur volonté pourraient ne pas pouvoir subir l'examen sur la langue flamande.

La proposition de loi part, en effet, de cette idée que le flamand, langue nationale, doit occuper le rang qui lui revient au programme des études dans les établissements d'instruction moyenne de la partie du pays où cette langue est en usage.

A part de rares exceptions, les jeunes gens font des études régulières dans ces établissements, et le but sera atteint quand ces jeunes gens-là auront acquis une connaissance approfondie du flamand. On peut négliger les autres. L'avantage qui résulterait d'une certaine sévérité ne serait pas compensé par les nombreux inconvénients que pourrait amener l'excès de réglementation.

Pour eux le *statu quo* sera maintenu.

De même que seules les universités ayant un enseignement complet, comprenant les quatre facultés, peuvent délivrer des diplômes (articles 51 et 52 de la loi du 10 avril 1890), de même seuls les établissements d'instruction moyenne, organisant sérieusement l'enseignement du flamand, s'ils sont situés dans la partie flamande du pays, pourront délivrer les certificats visés aux articles 5, 9 et 12 de la loi précitée.

La preuve que l'enseignement est sérieusement organisé résulte de l'une de ces circonstances que l'enseignement du flamand soit réglé conformément à la loi du 15 juin 1883, que l'on y consacre huit heures par semaine, ou que les élèves soient préparés à subir l'épreuve spéciale.

Cette épreuve spéciale doit être subie avant la délivrance du certificat.

A défaut de certificat, le récipiendaire subira l'épreuve de l'article 10 non seulement sur le flamand ou toute autre branche, mais sur toutes les branches, car le certificat est et demeure indivisible, comme il l'a été jusqu'à présent.

Un membre croit ne pouvoir se rallier au système consistant à laisser aux chefs d'établissements le choix entre les trois modes de preuve. Il continue à penser que la proposition de loi primitive est inconstitutionnelle et que la proposition de l'examen spécial donnera, dans la pratique, lieu à bien des difficultés. Il voudrait voir adopter la proposition d'un certain nombre d'heures de leçons de flamand. Ce système échappe à toute critique, il est simple et d'une application facile.

Cependant, eu égard au nombre d'heures consacrées aux classes dans les établissements libres, il voudrait voir réduire le nombre de huit heures primitivement proposé à six ou, transactionnellement, à sept, — ou bien fixer le nombre d'heures à huit et y comprendre deux heures consacrées à l'étude.

Un membre déclare s'être rallié auparavant à la proposition de l'examen spécial croyant y trouver une solution transactionnelle de nature à rallier l'unanimité des suffrages des membres de la Section; du moment que cet accord ne se maintient pas, il préfère s'en tenir à la proposition Coremans, qui est admise par tous les cercles flamands et qu'il estime être parfaitement constitutionnelle. Il s'abstiendra sur les autres propositions et motive son abstention en ces termes :

« Lorsque je me suis aperçu que la proposition de M. Coremans, qui a toutes mes sympathies, ne parvenait pas à réunir une majorité au sein de la Section centrale et que, d'autre part, il y avait un courant nettement marqué en faveur de la proposition de l'épreuve orale et écrite, je n'ai pas voulu refuser à cette dernière mon vote favorable.

» J'ai été guidé par le désir très sincère d'aboutir dans le plus bref délai à une solution donnant satisfaction aux justes revendications des populations flamandes.

» Il y avait du reste accord quasi unanime parmi les membres de la section; un seul s'est abstenu et je n'ai pas cru devoir me ranger à son avis.

» Mais si par mon vote je me suis rallié à l'opinion de la majorité pour admettre le système d'examens adopté, je tiens à déclarer que la solution plus simple et plus pratique de M. Coremans conserve mes sympathies, et j'entends naturellement me réserver le droit de défendre cette proposition et de

développer en temps opportun les raisons que j'ai déjà indiquées pour appuyer cette préférence.

» Sous le bénéfice de cette réserve, je maintiens mon vote.

» Je crains d'ailleurs que l'amendement de l'épreuve orale et écrite ne trouve point, à la Chambre, l'accueil favorable qu'il a rencontré au sein de la Section centrale. — la note du membre qui s'est abstenu ne nous fait point prévoir le succès, — et il faudra bien alors revenir au texte de M. Coremans, qui n'a rien d'inconstitutionnel et qui a l'immense avantage de traduire fidèlement le vœu des sociétés flamandes de toute nuance politique qui se sont si ardemment occupées de cette intéressante question.

» J'exprime le vœu que le rapport soit immédiatement déposé et que la Chambre en aborde la discussion dans le cours de la présente session parlementaire. »

Passant au vote, la Section décide :

1° Le choix sera-t-il laissé aux chefs d'établissements entre les trois systèmes ?

Cette question est résolue affirmativement par 3 voix contre 1 et 2 abstentions ;

2° La proposition de fixer le nombre d'heures à six est rejetée par 4 voix contre 1 et 1 abstention ;

3° La proposition de fixer le nombre d'heures à sept est rejetée par 2 voix contre 2 et 2 abstentions ;

4° La proposition de fixer le nombre à huit est admis, par 2 voix et 4 abstentions ;

5° La proposition de comprendre deux heures d'études dans les huit heures est rejetée par 4 voix contre 1 et 1 abstention.

Un des membres qui s'est abstenu estime que les diverses propositions faites à la Section centrale ne peuvent être examinées d'une manière pratique qu'après avoir entendu le Gouvernement, les organismes légaux de l'enseignement et les chefs des établissements libres ; il est également d'avis qu'il faut tenir compte des faits et qu'en les négligeant il est impossible d'aboutir.

Ce régime étant établi pour la partie flamande du pays, la Section centrale avait à examiner si l'article 5 de la loi du 15 juin 1883 devait être maintenu.

Cet article est ainsi conçu : « Le Gouvernement, après avoir pris l'avis des bureaux administratifs des établissements de l'État, peut toujours décider que tout ou partie des cours donnés en langue flamande conformément aux articles 2 et 3 seront donnés simultanément en langue française. Les conseils communaux ont le même droit en ce qui concerne leurs établissements moyens. »

Les diverses propositions ne portent pas abrogation expresse de cette disposition, mais le certificat devant mentionner que les cours ont été donnés en flamand, qu'un certain nombre d'heures de classe a été consacré au flamand ou qu'une épreuve a été subie en flamand, il en résultait implicitement que les élèves de la section française de ces établissements ne pouvaient pas être admis aux grades académiques sur la production d'un certificat, à moins de subir l'épreuve en flamand.

Des membres ont pensé que le maintien de l'article 5 aurait, dans ces conditions, pour effet d'induire des élèves en erreur sur l'efficacité des études faites sous le régime français.

Un membre a proposé l'abrogation de l'article 5 et, subsidiairement, s'il était maintenu, son extension aux établissements libres.

Un autre membre a proposé de modifier la rédaction de l'article 5 de la manière suivante :

« Dans l'agglomération de Bruxelles, le Gouvernement, après avoir pris l'avis des bureaux administratifs des établissements de l'État, peut décider que tout ou partie des cours donnés en langue flamande, conformément aux articles 2 et 3, seront donnés simultanément en langue française.

» Cependant, dans cette région, quatre heures au moins seront consacrées, chaque semaine, à l'enseignement du flamand, dans chacune des classes de la section française.

» Dans la même région et sous la même réserve, les conseils communaux et les chefs d'établissements libres ont le même droit en ce qui concerne leurs établissements d'enseignement moyen. »

Cette proposition fut votée par 3 voix; 2 membres se sont abstenus.

De la discussion qui a précédé le vote, il résulte :

1° Que dans la partie flamande du pays, il faut comprendre l'arrondissement de Bruxelles;

2° Qu'un régime spécial régira l'agglomération de Bruxelles et par cette expression on entend non seulement les communes limitrophes, mais toutes les communes voisines formant agglomération avec la capitale;

3° Que dans la section française des établissements d'instruction moyenne de cette agglomération, l'enseignement du flamand est obligatoire, en ce sens que les certificats à produire par les élèves qui ont suivi les leçons de la section française doivent mentionner la fréquentation des leçons de flamand, comprenant quatre heures par semaine dans chacune des classes de cette section;

4° Que les établissements d'instruction ne jouissent de la faculté d'avoir une section française qu'à la condition d'avoir une section flamande, et que cette section flamande soit organisée de manière que les certificats délivrés aux élèves qui en auront fréquenté les cours, mentionnent une des trois alternatives : cours donnés en flamand, heures consacrées au flamand, ou leçons données de telle façon, que les élèves qui les suivent, soient préparés pour pouvoir utilement se présenter à l'épreuve préalable à la délivrance du certificat.

Examinant ensuite quelques cas d'application, la Section centrale constate que des membres sont d'accord pour arrêter les interprétations suivantes :

1° Un élève, ayant suivi les cours en partie en pays flamand, en partie en région wallonne, satisfait au vœu de la loi en produisant des certificats valables pour chacune des classes isolément, selon le régime suivi pour chacune des classes;

2° Le certificat est indivisible. Le flamand est une branche obligatoire de l'enseignement dans la partie flamande du pays. Les titulaires des certificats doivent avoir suivi ces cours au même titre que les autres branches obligatoires du programme de l'enseignement, sinon ils sont obligés de subir l'épreuve organisée par l'article 10 de la loi du 10 avril 1890, et non pas l'épreuve spéciale organisée par la présente proposition de loi, laquelle doit être subie préalablement à la délivrance du certificat.

La proposition primitive exigeait une mention spéciale dans les certificats prévus à l'article 17, § 1^{er}, littéras *E* et *F* de la loi électorale du 12 avril 1894.

L'article 17, § 1^{er}, établit quels sont les seuls diplômes, titres et certificats donnant droit à deux votes supplémentaires, et il énumère dans les littéras *E* et *F* les divers diplômes d'élève universitaire, de gradué en lettres et les certificats d'études moyennes valables pour en rendre les porteurs ou titulaires admissibles aux grades académiques, d'après la législation de l'époque à laquelle ces diplômes ou certificats ont été délivrés.

Il va de soi que si les conditions de délivrance des certificats d'études moyennes dans la région flamande du pays sont modifiées, les certificats à délivrer sous la législation nouvelle devront satisfaire aux prescriptions de la loi nouvelle. Il est inutile de modifier la rédaction de cet article.

Les diverses propositions soumises à la Section centrale prévoient les épreuves à subir par les élèves n'ayant pas fait un cours régulier d'humanités et ne pouvant obtenir le certificat d'études moyennes.

Sous la législation existante, ces élèves doivent subir l'épreuve préparatoire organisée par les articles 10 et 12 de la loi du 10 avril 1890, suivant qu'il s'agit d'élèves se destinant aux études académiques proprement dites ou se destinant à la carrière d'ingénieur.

Ces examens peuvent se passer en français ou en flamand, au choix du récipiendaire.

Faut-il, en pays flamand, obliger les récipiendaires à subir l'examen en flamand, ou tout au moins sur la langue flamande?

Par les motifs développés au cours de la discussion relatée plus haut, la Section a été d'accord pour laisser aux récipiendaires le choix entre la langue flamande et la langue française.

La date à laquelle les certificats devront contenir la mention relative à la connaissance du flamand était fixée par les auteurs de la proposition au 1^{er} juillet 1908. Ils laissaient un espace de six années révolues soit la durée d'un cours complet d'humanités, entre la date qu'ils estimaient devoir être celle du vote de la loi et celle de sa mise en vigueur complète.

La Section a préféré fixer la date de la mise en vigueur complète de la loi

au 1^{er} août de la sixième année qui suit celle de la promulgation de la loi, sans indiquer une date fixe.

Dans la dernière réunion de la Section centrale une nouvelle rédaction des derniers paragraphes de l'article 2 fut proposée.

Par 3 voix et 2 abstentions la section admet le texte suivant :

« Dans la même région et sous la même réserve les conseils communaux ont le même droit en ce qui concerne leurs établissements d'enseignement moyens.

» Les chefs des établissements libres d'enseignement moyen situés dans cette agglomération ont le même droit.

» Le certificat destiné à l'élève ayant suivi les cours de la section française est valable, s'il mentionne, que quatre heures au moins ont été consacrées par semaine à l'enseignement du flamand ou à des leçons données en flamand, dans chacune des classes de la section française.

» A défaut de cette mention dans le certificat, l'élève sera soumis à l'examen spécial prévu par l'article premier. »

Le rapport fut approuvé à l'unanimité des membres présents.

En conséquence, la Section centrale a l'honneur de proposer à la Chambre de voter le texte dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les certificats prévus aux articles 8, 9 et 12 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et délivrés par des établissements d'enseignement moyen situés dans la partie flamande du pays,

Doivent, à partir du 1^{er} août de la sixième année qui suivra celle de la promulgation de la présente loi, mentionner :

Ou bien :

Que huit heures au moins ont été consacrées par semaine à l'enseignement du flamand ou à des leçons données en flamand.

Ou bien :

Que l'établissement s'est conformé aux articles 2, 3 et 4 de la loi du 15 juin 1883.

ARTIKEL 1.

De getuigschriften voorzien bij de artikelen 8, 9 en 12 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 op de toekenning der academische graden en afgeleverd door inrichtingen voor middelbaar onderwijs, in het Vlaamsche gedeelte van het land gelegen, moeten, te rekenen van den 1^{sten} Augustus van het zesde jaar volgende op dat waarin deze wet wordt afgekondigd, vermelden :

Of wel :

Dat ten minste acht uren per week zijn besteed aan het onderwijs van het Vlaamsch of aan lessen in het Vlaamsch gegeven.

Of wel :

Dat de inrichting de artikelen 2, 3 en 4 der wet van 15 Juni 1883 heeft in acht genomen.

Ou bien :

Que le titulaire a subi un examen spécial conformément aux dispositions suivantes :

Pour la section des humanités anciennes, l'examen comportera :

1° Une composition flamande sans dictionnaire;

2° La traduction à vue en flamand d'un auteur latin ou grec;

3° Une interrogation orale en flamand sur les matières enseignées au titulaire dans la classe de rhétorique.

Pour la section des humanités modernes, l'examen comportera :

1° Une composition flamande sans dictionnaire;

2° La traduction à vue en flamand d'un auteur anglais, espagnol ou allemand;

3° Une interrogation orale en flamand sur les matières enseignées au titulaire dans la classe de rhétorique.

L'examen aura lieu devant un jury institué par arrêté royal, composé :

1° D'un nombre égal de professeurs de l'enseignement dirigé ou subsidié par l'État et de professeurs de l'enseignement privé;

2° du Directeur de l'établissement dont l'élève a suivi les cours;

3° D'un membre de l'Académie royale flamande.

Ce dernier présidera le jury. Il sera choisi sur une liste double de candidats présentés par l'Académie.

ART. 2.

L'article 3 de la loi du 15 juin 1883 est remplacé par la disposition suivante :

« Dans l'agglomération de Bruxelles, le Gouvernement, après avoir pris l'avis des bureaux administratifs des établissements de l'État, peut décider que tous ou partie des cours donnés en langue flamande, con-

Of wel :

Dat de houder een bijzonder examen heeft afgelegd, overeenkomstig de navolgende bepalingen :

Voor de afdeeling der Latijnsche studiën, zal het examen bestaan uit :

1° Een Vlaamsch opstel, zonder woordenboek;

2° De Vlaamsche vertaling, zonder voorbereiding, van een Latijnsch of Grieksch schrijver;

3° Eene mondelinge ondervraging in 't Vlaamsch over de vakken, aan den houder onderwezen in de rhetorische klasse.

Voor de afdeeling der moderne letteren, zal het examen bestaan uit :

1° Een Vlaamsch opstel, zonder woordenboek;

2° De Vlaamsche vertaling, zonder voorbereiding, van een Engelsch, Spaansch of Duitsch schrijver.

3° Eene mondelinge ondervraging in 't Vlaamsch over de vakken, aan den houder onderwezen in de rhetorische klasse.

Het examen wordt afgelegd voor eene bij koninklijk besluit benoemde jury, samengesteld uit :

1° Een gelijk getal professoren van het door den Staat bestuurde of gesubsidieerde onderwijs en van het bijzonder onderwijs;

2° Den bestuurder der inrichting waar de leerling de lessen heeft gevolgd;

3° Een lid der koninklijke Vlaamsche Academie.

Laatsgenoemde zal de jury voorzitten. Hij wordt gekozen uit eene dubbele lijst van kandidaten, door de Academie voorgedragen.

ART. 2.

Artikel 3 der wet van 15 Juni 1883 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wat betreft Brussel en voorsteden kan de Regeering, na het advies te hebben gevraagd van de Staatsinrichtingen voor onderwijs, beslissen dat al de lessen in 't Vlaamsch gegeven overeenkomstig de

formément aux articles 2 et 3, seront donnés simultanément en langue française.

» Cependant, dans cette région, quatre heures au moins seront consacrées, chaque semaine, à l'enseignement du flamand dans chacune des classes de la section française.

» Dans la même région et sous la même réserve, les conseils communaux ont le même droit, en ce qui concerne leurs établissements d'enseignement moyen.

» Les chefs des établissements libres d'enseignement moyen situés dans cette agglomération ont le même droit.

» Le certificat destiné à l'élève ayant suivi le cours de la section française est valable, s'il mentionne que quatre heures au moins ont été consacrées par semaine à l'enseignement du flamand ou à des leçons données en flamand dans chacune des classes de la section française.

» A défaut de cette mention dans le certificat l'élève sera soumis à l'examen spécial prévu par l'article premier. »

artikelen 2 en 3, of een gedeelte daarvan, te gelijker tijd in de Fransche taal zullen worden gegeven.

» Evenwel zullen in die streek ten minste vier uren per week aan het onderwijs van het Vlaamsch worden besteed in elke der klassen van de Fransche afdeeling.

» In dezelfde streek en onder hetzelfde voorbehoud, hebben de gemeenteraden hetzelfde recht met betrekking tot hunne inrichtingen voor middelbaar onderwijs.

» De hoofden der vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs, binnen Brussel en voorsteden gelegen, hebben hetzelfde recht.

» Het getuigschrift, bestemd voor den leerling die de lessen der fransche afdeeling heeft gevolgd, is geldig, indien het vermeldt dat ten minste vier uren per week zijn besteed aan het onderwijs van het Vlaamsch of aan de lessen in 't Vlaamsch gegeven in elke der klassen van de fransche afdeeling.

» Bij gebrek van die vermelding in het getuigschrift, wordt de leerling onderworpen aan het bij artikel 1 voorziene bijzonder examen. »

Le Rapporteur,
FL. VAN CAUWENBERGH.

Le Président,
F. SCHOLLAERT.

ANNEXE

Bruxelles, le 20 janvier 1905.

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants, à Bruxelles.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous communiquer les réponses du Gouvernement aux sept questions qui lui ont été posées par la Section centrale chargée de l'examen de la proposition de loi concernant les certificats d'études moyennes du degré supérieur, dans la partie flamande du pays.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Instruction publique.*

J. DE TROOZ

**RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES
PAR LA SECTION CENTRALE.**

1^{re} Question.

Quelle application a reçue la loi du 15 juin 1883? Est-elle rigoureusement appliquée dans les athénées et les écoles moyennes?

Réponse.

La loi de 1883 a reçu une application de plus en plus étendue à mesure que les circonstances ont permis sa mise en vigueur dans tous les établissements de la région flamande et dans toutes les classes de ceux-ci.

Des circulaires ont été adressées à diverses reprises aux chefs des établissements pour leur rappeler les prescriptions de la loi.

Celle-ci est appliquée rigoureusement dans un grand nombre des écoles de la région flamande, et si quelques-unes ont bénéficié d'une certaine tolérance, on peut dire que la loi y reçoit cependant une application large, qui doit faire présumer la connaissance de la langue flamande par les élèves qui les fréquentent, et c'est ce qu'a voulu surtout la loi de 1883. Dans tous les athénées et les écoles moyennes de la partie flamande, le flamand notamment est enseigné en flamand.

Ce n'est que sous l'influence des conditions spéciales où elles se trouvaient que le Gouvernement a accordé à certaines écoles, pour certains cours, des délais nécessités par des circonstances de fait. Le législateur de 1883 avait lui-même prévu cette éventualité en prescrivant au Gouvernement d'indiquer les motifs qui retardaient l'application intégrale de la loi. Le Gouvernement a continué à fournir dans les rapports triennaux des renseignements sur l'état de l'enseignement en flamand dans les écoles publiques.

2^e Question.

Dans quels athénées est organisé le régime français prévu par l'article 5 de la loi du 15 juin 1883?

Réponse.

Le régime français est organisé dans les athénées de : Anvers, Bruxelles, Ixelles et Malines. (Dans ce dernier athénée pour les classes inférieures seulement.)

3° Question.

Quelle est la population respective des cours donnés sous régime français et sous régime flamand, là où ces deux régimes sont organisés, pendant les dix dernières années?

Réponse.

Voici la récapitulation de 1893-1894 à 1903-1904 :

ATHÉNÉES.	HUMANITÉS ANCIENNES.		HUMANITÉS MODERNES.		TOTAL.	
	Régime wallon.	Régime flamand.	Régime wallon.	Régime flamand.	Régime wallon.	Régime flamand.
Anvers	1,059	780	2,165	4,218	3,224	4,998
Bruxelles	1,569	465	2,505	1,372	3,962	1,835
Ixelles	1,775	778	1,870	1,102	3,645	1,880
Malines	100	198	519	845	518	1,041

ECOLE MOYENNE.	SECTION MOYENNE.		SECTION PRÉPARATOIRE.		TOTAL.	
	Régime wallon.	Régime flamand.	Régime wallon.	Régime flamand.	Régime wallon.	Régime flamand.
Hal	675	225	869	951	1,544	1,154

4° et 5° Questions.

L'auteur de la proposition ayant déclaré que cette proposition impliquait la suppression virtuelle du régime français, le Gouvernement pourrait-il se rallier à la suppression de l'article 5 précité?

N'en résulterait-il pas, d'après lui, la dépopulation plus ou moins considérable des établissements officiels?

Réponse.

De nombreux élèves wallons fréquentent des athénées de la partie flamande du pays.

La suppression de l'article 5 de la loi entraînerait la dépopulation plus ou moins grande de ces établissements.

D'autre part, au point de vue de la généralisation de la connaissance de la langue flamande, il serait regrettable que les wallons cessassent de fréquenter nos athénées de la partie flamande du pays, où ils se familiarisent plus facilement avec la langue.

6^e Question.

Quel est :

1^o Le nombre d'heures consacrées par semaine à l'enseignement du flamand.

Réponse.

I. — ATHÉNÉES ROYAUX.

A. — Athénées flamands et ceux dont l'un des régimes est flamand.

DIX ATHÉNÉES.	NOMBRE DES HEURES.		TOTAL.	
	H. A.	H. M.	H. A.	H. M.
Anvers (régime flamand)				
Bruges				
Bruxelles (régime flamand)				
Gand	6 heures en 7 ^e .	7 heures en 7 ^e .		
Hasselt	6 heures en 6 ^e .	6 heures en 6 ^e .	27	28
Ixelles (régime flamand)	5 heures dans les cinq autres classes.	5 heures dans les cinq autres classes.		
Louvain.				
Malines				
Ostende.				
Tongres				

Remarques.

1^o Ce tableau est conforme au programme des études du 30 août 1888.

2^o A Louvain, par autorisation officielle, les élèves wallons reçoivent des leçons supplémentaires de flamand : quatre heures par semaine en 7^e latine et 7^e moderne, en 6^e latine et 6^e moderne, et trois heures par semaine en 5^e latine et 5^e moderne.

B. — Athénées wallons ou à régime wallon qui ont un régime analogue au régime flamand.

TROIS ATHÉNÉES ET LES DEUX SECTION LATINES.	NOMBRE DES HEURES.		TOTAL.	
	H. A.	H. M.	H. A.	H. M.
Anvers (régime wallon)	6 6 3 3 3 3 3	7 6 3 3 3 3 3	27	28
Ath.	6 6 3 3 3 3 3	6 6 3 3 3 3 3	27	27
Ixelles (régime wallon)	6 5 3 3 3 3 3	6 6 3 3 3 3 3	26	27
Schaerbeek.	5 heures en 7 ^e et en 6 ^e	—	10	—
Thuin	3 5 5 3 3 3 3	3 5 5 3 3 3 3	26	26

Remarques.

1^o La section latine de Schaerbeek ne comprend que deux classes : la 7^e et la 6^e latines; tandis que celle de Thuin a l'organisation complète d'un athénée;

2^o Le nombre des heures de flamand, représenté dans le tableau qui précède, dépasse le nombre réglementaire imposé par le programme du 30 août 1888; car ce programme n'assigne pas une seule heure de flamand à la 7^e des humanités anciennes. Mais les chefs des établissements ci-dessus signalés ont cru devoir attirer l'attention du Gouvernement sur le préjudice causé aux élèves wallons, qui, pendant toute leur année de 7^e latine, oubliaient les quelques notions de flamand acquises avant leur entrée à l'athénée, et ont présenté un horaire en conséquence. L'inspection ayant émis sur ces horaires un avis favorable, Monsieur le Ministre les a successivement approuvés.

C. — Athénées wallons ou à régime wallon qui appliquent simplement le programme du 30 août 1888.

SEPT ATHÉNÉES.	NOMBRE DES HEURES		TOTAL.	
	H. A.	H. M.	H. A.	H. M.
Bruxelles (régime wallon).	5 heures en 6 ^e , 3 heures dans les cinq autres classes.	6 heures en 7 ^e . 6 heures en 6 ^e . 3 heures dans les cinq autres classes.	20	27
Charleroi				
Chimay.				
Huy.				
Mons				
Namur				
Tournai.				

D. — Athénées où l'allemand est la 2^e langue obligatoire.

Dans ces athénées, le flamand n'est que la 3^e langue, c'est-à-dire est une langue facultative pour les élèves des humanités anciennes, obligatoire pour les élèves des humanités modernes seulement.

TROIS ATHÉNÉES.	NOMBRE DES HEURES.		TOTAL.	
	H. A.	H. M.	H. A.	H. M.
Arlon	2 heures dans les 4 classes supérieures.	2 heures en 6 ^e , 4, 3, 3, 3, 3.	8	18
Liège				
Verviers				

Remarque.

Ce tableau est conforme au programme du 30 août 1888, modifié par l'arrêté ministériel du 22 juin 1893.

II. — ÉCOLES MOYENNES.

A. — ÉCOLES DE GARÇONS.

Le tableau qui suit est conforme au programme officiel des études, en date du 10 septembre 1897, sauf en ce qui concerne les écoles de l'agglomération bruxelloise, dont la situation spéciale n'est ni réglée ni même prévue.

ÉCOLES.	NOMBRE DES HEURES.								Total pour les deux Sections
	SECTION MOYENNE.			TOTAL pour la S. M.	SECTION PRÉPARATOIRE.			TOTAL pour la S. P.	
	1 ^{re} année.	2 ^e année.	3 ^e année.		Degré inférieur.	Degré moyen	Degré supérieur		
I.									
28 écoles flamandes, y compris celle de Hal pour le régime flamand.	6	6	6	18	de 6 à 7	de 6 à 7	de 6 à 7	18 à 21	de 36 à 59
II.									
46 écoles wallonnes, y com- pris celle de Hal pour le régime wallon.	5	5	5	15	de 4 à 5	de 4 à 5	de 4 à 5	12 à 15	de 27 à 30
III.									
2 écoles de l'agglomération bruxelloise :									
Laeken	6	6	6	18	6	5	5	16	34
Schaerbeek	5	5	5	15	7	6	6	19	34
IV.									
3 écoles où le flamand n'est que la 3 ^e langue (Limbourg, Seraing, Verviers). . . .	3	3	3	9	"	"	"	"	S. M. 9

Remarques.

1^o Des 28 écoles I, il y en a 4 qui n'ont pas de section préparatoire, à savoir : Blankenberghe, Courtrai, Ninove, Saint-Nicolas.

2^o Des 46 écoles II, il y en a 8 qui n'ont pas de section préparatoire, à savoir : Beauraing, Ciney, Couvin, Florennes, Fontaine-l'Évêque, La Louvière, Virton, Walcourt.

3^o Dans les 3 écoles IV, le flamand, n'étant que 3^e langue, donc facultative, n'est pas enseigné dans la section préparatoire.

B. — ÉCOLE DE FILLES.

Le tableau qui suit est conforme au programme officiel des études, en date du 10 septembre 1897, sauf en ce qui concerne les écoles de l'agglomération bruxelloise, dont la situation spéciale n'est ni réglée ni même prévue.

ÉCOLES.	NOMBRE DES HEURES.								Total pour les deux Sections.
	SECTION MOYENNE.			Total pour la S. M.	SECTION PRÉPARATOIRE.			Total pour la S. P.	
	1 ^{re} année.	2 ^e année.	3 ^e année.		Degré inférieur.	Degré moyen.	Degré supérieur.		
I.									
12 écoles flamandes	5	5	5	15	de 6 à 7	de 6 à 7	de 6 à 7	18 à 21	de 33 à 56
II.									
15 écoles wallonnes	4	4	4	12	de 4 à 5	de 4 à 5	de 4 à 5	12 à 15	de 24 à 27
III.									
5 écoles de l'agglomération bruxelloise :									
Bruxelles	4	4	4	12	4	4	4	12	24
Ixelles.	4	4	4	12	3	3	3	9	21
Laeken	5	5	5	15	6	5	5	16	31
Molenbeek.	4	4	4	12	4	4	4	12	24
Schaerbeek	4	4	4	12	4	4	4	12	24
IV.									
4 écoles où le flamand n'est que la 3 ^e langue (Arlon, Charleroi, Huy, Verviers) .	3	3	3	9	o	"	"	"	S. M. 9

Remarques.

1^o Des 17 écoles II, il y en a 4 qui n'ont pas de section préparatoire, à savoir : Arlon, Beaumont, Dinant, Pecq.

2^o Dans les 4 écoles IV, le flamand, n'étant que 3^e langue, donc facultative, n'est pas enseigné dans la section préparatoire.

Observations communes aux écoles de garçons et de filles.

I. — Quant à la section moyenne.

1^o Dans la plupart des écoles wallonnes, là où des élèves entrent soit en 1^{re} année moyenne, soit même en 6^e année préparatoire, sans avoir suffisamment étudié la 2^e langue obligatoire, les directeurs et directrices sont invités à

organiser, en faveur de ces élèves, un cours supplémentaire de trois heures par semaine. (Circulaire ministérielle du 25 septembre 1897.)

Il en résulte que, dans ces écoles, les élèves de cette catégorie ont :

En 1^{re} année moyenne, huit heures de flamand par semaine;

En 6^e année préparatoire, sept ou huit heures de flamand par semaine.

2^o Dans les écoles wallonnes dépourvues de section préparatoire, où par conséquent la plupart des élèves qui entrent en 1^{re} année moyenne n'ont aucune notion de la deuxième langue obligatoire, les directeurs et directrices sont invités à consacrer à cette deuxième langue, en 1^{re} année moyenne, les trois heures qui auparavant y étaient consacrées à la troisième langue, l'étude de celle-ci ne devant plus désormais commencer qu'en 2^e année moyenne. (Circulaire ministérielle du 23 octobre 1900.)

Il en résulte que, dans ces écoles, les élèves de 1^{re} année moyenne ont toujours huit heures de flamand par semaine et en ont même onze lorsque la circulaire ministérielle de 1897 leur est en même temps appliquée.

II. — Quant à la section préparatoire.

D'après le règlement organique des écoles moyennes de l'État (arrêté royal du 10 septembre 1897, article 4), le programme d'enseignement de la section préparatoire est celui des écoles primaires communales, sauf les modifications que le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique jugerait nécessaires.

Or, ce programme des écoles primaires ne comprenait pas l'étude d'une deuxième langue obligatoire. Il fallait donc prendre des mesures pour assurer cette étude dans les sections préparatoires des écoles moyennes.

Voici les mesures prises :

1^o Une circulaire ministérielle du 16 novembre 1897 prescrit de consacrer un minimum de trois heures par semaine au cours de deuxième langue dans chaque groupe d'années d'études de la section préparatoire confié à un même instituteur.

En outre, elle autorise les directeurs et directrices à augmenter ce nombre d'une ou deux heures par semaine, mais à la condition que le total des leçons obligatoires, y compris le temps donné à l'enseignement religieux, n'excède jamais vingt-sept heures par semaine. Afin de satisfaire à cette condition, les directeurs et directrices pourront à la rigueur reprendre, sur les heures assignées à la langue maternelle, ce qui sera ajouté pour la deuxième langue au minimum réglementaire de trois heures.

2^o Le personnel enseignant n'ayant guère usé de cette latitude, c'est-à-dire le minimum de trois heures n'ayant guère été dépassé, une circulaire ministérielle du 19 février 1900 insiste auprès des directeurs et directrices pour qu'il soit donné suite aux instructions précédentes.

Depuis lors, le nombre d'heures consacrées au flamand deuxième langue augmenta d'une ou deux heures dans beaucoup d'écoles moyennes wallonnes et de l'agglomération bruxelloise.

6^e Question.

2° Les branches enseignées en flamand et le nombre d'heures que ces branches comportent par semaine.

Réponse.

I. — ATHÉNÉES ROYAUX.

Nous ne parlons pas ici du cours de flamand (voir la 6^e question, 1°).

Même dans les athénées du pays wallon, même dans les classes inférieures, le flamand est la langue véhiculaire du cours depuis que les professeurs emploient les procédés de la méthode directe.

Nous ne parlons pas non plus de l'allemand ni de l'anglais.

Au début de l'étude de ces deux langues, les professeurs font généralement usage de la langue maternelle des élèves, notamment pour les explications grammaticales; mais peu à peu la langue maternelle cède la place à la langue étudiée.

Les matières à enseigner en flamand, conformément à la loi de 1883, sont : l'histoire, la géographie, les sciences naturelles.

A. — HISTOIRE ET GÉOGRAPHIE.

ATHÉNÉES.	CLASSES OU L'ENSEIGNEMENT SE DONNE EN FLAMAND		TOTAL DES HEURES.	
	H. A.	H. M.	H. A.	H. M.
1. Anvers. . .	3 heures dans toutes les classes.	3 heures dans toutes les classes.	21	21
2. Bruges. . .	Id. Id.	Id. Id.	21	21
3. Bruxelles . .	3 heures en 7 ^e et en 6 ^e .	3 heures en 7 ^e , 6 ^e et 5 ^e .	6	9
4. Gand . . .	3 heures dans toutes les classes	3 heures dans toutes les classes.	21	21
5. Hasselt. . .	Id. Id.	Id. Id.	21	21
6. Louvain . .	3 heures en 7 ^e .	3 heures en 7 ^e et en 6 ^e .	5	6
7. Malines . .	3 heures en 7 ^e , 6 ^e , 5 ^e et 4 ^e .	3 heures en 7 ^e , 6 ^e , 5 ^e et 4 ^e .	12	12
8. Ostende . .	3 heures dans toutes les classes.	3 heures dans toutes les classes.	21	21
9. Tongres . .	Id. Id.	Id. Id.	21	21

B. — SCIENCES NATURELLES.

Le cours de sciences naturelles comporte un nombre d'heures différent dans les classes des humanités anciennes et dans celles des humanités modernes.

A l'Athénée d'Anvers et à celui de Bruges le cours comporte huit heures

en humanités anciennes (grecques-latines) et neuf ou quinze heures en section latine et en humanités modernes, selon qu'il s'agit des classes scientifiques ou des classes commerciales. Ces cours sont donnés exclusivement en flamand.

A l'Athénée de Gand, le cours est donné en flamand pendant cinq ou dix heures dans la section des humanités modernes.

A l'Athénée de Hasselt, pendant quatre heures en humanités anciennes et en humanités modernes.

A l'Athénée de Louvain, pendant deux heures en section grecques-latines, pendant six heures en section latine, pendant quatre heures en humanités modernes.

A Ostende, pendant quatre heures en humanités modernes.

II. — ÉCOLES MOYENNES DE GARÇONS ET DE FILLES.

Nous ne parlons pas ici du cours de flamand (voir la 6^e question, 1^o).

Même dans les écoles moyennes wallonnes, le flamand est la langue véhiculaire du cours depuis que les professeurs pratiquent la méthode directe.

Nous ne parlons pas non plus de l'allemand ni de l'anglais, langues qui sont enseignées, tantôt l'une, tantôt l'autre, tantôt toutes les deux, à titre facultatif, sauf dans les six écoles (trois de garçons, trois de filles) où l'allemand est la deuxième langue obligatoire.

Dans les écoles flamandes, les professeurs d'allemand et d'anglais font usage du flamand, dans les débuts surtout, en attendant qu'ils puissent se servir uniquement de la langue étudiée.

Les matières enseignées en flamand, conformément à la loi de 1883, sont :

1^o Dans la section moyenne, l'histoire, la géographie et les sciences naturelles;

2^o Dans la section préparatoire, toutes les branches, à l'exception du français.

A. — SECTION MOYENNE.

Au point de vue qui nous occupe, il y a lieu de distinguer les écoles de garçons et de filles en trois catégories :

I. — Écoles flamandes où la loi de 1883 est rigoureusement observée :

VINGT-NEUF ÉCOLES.	Branches.	1 ^{re} année.	2 ^e année.	3 ^e année.	TOTAL.
2 garçons : Aerschot, Alost, Anvers, Blankenberghe, Boom, Courtrai, Diest, Furnes, Hal (régime flamand), Hasselt, Lierre, Lokeren, Maeseyck, Malines, Nieuport, Ninove, Saint-Nicolas, Saint-Trond, Termonde, Tongres, Turnhout, Ypres.	Histoire.	2	2	2	6
	Géographie.	1	1	1	3
filles : Alost, Boom, Diest, Hasselt, Lierre, Lokeren, Termonde.	Sciences naturelles	2	2	2	6

II. — Écoles flamandes où ces trois branches du programme sont enseignées simultanément en français et en flamand.

Ce sont 4 écoles de garçons : Bruges, Gand, Renaix, Vilvorde.

(Même tableau des heures que ci-dessus.)

III. — Écoles flamandes dont la situation est toute particulière, c'est-à-dire où l'on enseigne telle branche en français et en flamand, telle autre en français ou en flamand, telle partie d'une branche en français, telle autre partie en flamand, etc.

Il s'agit de 4 écoles de filles.

QUATRE ÉCOLES DE FILLES.	BRANCHES.	1 ^{re} ANNÉE.			2 ^e ANNÉE.			3 ^e ANNÉE.			TOTAL DES HEURES.		
		Flamand et français.	Flamand.	Français.	Flamand et français.	Flamand.	Français.	Flamand et français.	Flamand.	Français.	Flamand et français.	Flamand.	Français.
1. Bruges. . .	Histoire	2	»	»	2	»	»	2	»	»	6	»	»
	Géographie . . .	»	»	1	»	»	1	»	»	1	»	»	3
	Sciences naturelles	2	»	»	2	»	»	2	»	»	6	»	»
2. Malines . .	Histoire	2	»	»	2	»	»	2	»	»	6	»	»
	Géographie . . .	1	»	»	1	»	»	1	»	»	3	»	»
	Sciences naturelles.	»	»	2	»	»	2	»	»	2	»	»	6
3. Nieuport . .	Histoire	»	2	»	»	2	»	»	2	»	»	6	»
	Géographie . . .	»	1	»	»	1	»	»	1	»	»	3	»
	Sciences naturelles.	»	2	»	»	1	1	»	»	2	»	3	3
4. Tirlemont .	Histoire	»	»	2	»	»	2	»	»	2	»	»	6
	Géographie . . .	»	1	»	»	1	»	»	1	»	»	5	»
	Sciences naturelles.	»	»	2	»	»	2	»	»	2	»	»	6

Nous ne citons que pour mémoire les autres branches du programme de la section moyenne, à savoir : le dessin, la gymnastique, la musique, les ouvrages manuels et l'économie domestique.

Au point de vue de la langue véhiculaire, tous ces cours portent le cachet distinctif de l'école où ils sont enseignés. Ils sont donc donnés soit exclusivement en flamand, soit simultanément en français et en flamand, soit exclusivement en français, suivant que l'école observe rigoureusement la loi de 1883, ou en applique l'article 5, ou s'y soustrait complètement.

Quoi qu'il en soit, voici le nombre d'heures consacrées à ces cours.

BRANCHES.	1 ^{re} ANNÉE.		2 ^e ANNÉE.		3 ^e ANNÉE.		TOTAL DES HEURES.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Dessin	3	2	3	2	3	2	9	6
Gymnastique	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	7 $\frac{1}{2}$	7 $\frac{1}{2}$
Musique	1	1	1	1	1	1	3	3
Ouvrages manuels	»	3	»	3	»	3	»	9
Économie domestique	»	1	»	1	»	2	»	4

B. — SECTION PRÉPARATOIRE.

Au point de vue qui nous occupe, il y a lieu de distinguer les écoles de garçons et de filles en 3 catégories.

I. — Écoles flamandes où la loi de 1885 est rigoureusement observée :

TRENTÉ ÉCOLES.	BRANCHES.	DEGRÉ inférieur.		DEGRÉ moyen.		DEGRÉ supérieur.		TOTAL des heures.	
		Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
21 Garçons : Aerschot, Alost, Anvers, Boom, Bruges, Diest, Furnes, Hal (rég. fl.), Hasselt, Lierre, Lokeren, Maeseyck, Malines, Menin, Nieupoort, Renaix, St-Trond, Termonde, Tongres, Turnhout, Ypres	Calcul . . .	4	5	4	5	5	5	11	9
	Histoire . .	»	»	1	1	2	1	3	2
	Géographie .	1	1	1	1	1	1	3	3
	Sciences nat. et hygiène .	2	2	3	2	3	2	8	6
	Dessin . . .	2	1	2	1	2	1	6	3
9 Filles : Alost, Boom, Diest, Hasselt, Lierre, Lokeren, Nieupoort, Termonde	Gymnastique	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	7 $\frac{1}{2}$	7 $\frac{1}{2}$
	Musique . .	1	1	1	1	1	1	3	3
	Ouvrages manuels . .	»	5	»	4	»	4	»	11

II. — Écoles flamandes où l'enseignement de ces branches se donne simultanément en flamand et en français :

1^o Deux écoles de garçons : Gand, Vilvorde;

2^o Deux écoles de filles : Bruges, Malines.

(Même tableau des heures que ci-dessus.)

III. — Quant aux écoles de l'agglomération bruxelloise, il y en a deux qui donnent l'enseignement simultané en français et en flamand :

Une de garçons : Schaerbeek.

Une de filles : Laeken.

6^e Question.

3^o Dans quelle mesure d'autres langues que le flamand et le français sont employées comme langues véhiculaires.

Réponse.

AUTRES LANGUES VÉHICULAIRES.

Dans tous les établissements de l'État, athénées et écoles moyennes, l'allemand et l'anglais sont employés comme langues véhiculaires dans les cours où ces langues sont enseignées.

Cela résulte de l'application de la méthode directe, méthode préconisée par les programmes des études :

1^o Quant aux athénées, le programme du 30 août 1888 dit expressément : « La leçon se donnera autant que possible dans la langue qui fait l'objet de l'enseignement ».

2^o Quant aux écoles moyennes, le programme du 10 septembre 1897 formule le même précepte : « Dès le début, le professeur se servira autant que possible de l'allemand (ou de l'anglais) dans les divers exercices relatifs à cette langue ». Et il ajoute : « L'étude de l'allemand se rattachera directement à celle du flamand et vice versa, tant sous le rapport de la grammaire que du vocabulaire. — L'étude de l'anglais se rattachera, quant aux mêmes parties de cours, directement à celle du flamand et du français ».

MESURE DE LEUR EMPLOI.

Les professeurs d'allemand et d'anglais se servent de la langue enseignée dès le début de leur enseignement, mais dans la mesure du possible, c'est-à-dire pour autant que leurs élèves les comprennent.

Ce sont les explications grammaticales surtout qui, au début du moins, requièrent quelque peu l'intervention de la langue maternelle.

7^e Question.

Le Gouvernement pourrait-il communiquer à la Section centrale les renseignements qu'il possède quant à ce qui se pratique, relativement aux mêmes questions, dans les établissements libres?

Réponse.

Le Gouvernement ne possède pas les éléments pour répondre avec quelque précision à cette question.



(36)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 FEBRUARI 1906.

Wetsvoorstel betreffende het getuigschrift van middelbare studiën van den
hooger en graad in het Vlaamsche gedeelte van het land ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN CAUWENBERGH.

MIJNE HEEREN,

Het aan uw onderzoek onderworpen wetsvoorstel strekt om de bepalingen van de artikelen 2 en 3 der wet van 15 Juni 1883 algemeen te maken.

Om dat doel te bereiken, zouden de getuigschriften, waarvan de aflevering zoowel bij die artikelen als bij artikel 17, § 1, litteras E en F der kieswet van 12 April 1894 wordt voorzien, te rekenen van den 1^{sten} Juli 1908 moeten vermelden dat de houder van het getuigschrift, benevens de lessen van Vlaamsch, Engelsch en Duitsch, ten minste twee, overeenkomstig de wet van 15 Juni 1883 in 't Vlaamsch onderwezen leergangen heeft gevolgd, of wel, dat hij een bijzonder examen in 't Vlaamsch heeft afgelegd over ten minste twee leergangen hem, benevens Vlaamsche, Engelsche en Duitsche leergangen, in 't Vlaamsch onderwezen, overeenkomstig de wet van 15 Juni 1883.

Het door de aanbieders van het voorstel beoogd doel, is de vrije inrichtingen voor onderwijs te verplichten het stelsel, bij de wet van 15 Juni 1883 ingevoerd voor de inrichtingen voor onderwijs die van de openbare machten afhangen, aan te nemen, dat is gebruik te maken van de Vlaamsche taal als voertaal voor het onderwijs van het Vlaamsch, Engelsch en Duitsch, alsmede voor ten minste twee andere leergangen van het programma.

⁽¹⁾ Wetsvoorstel, n^o 285 (zittingsjaar 1900-1901).

⁽²⁾ De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren BEERNAERT, DE BRUYN, VAN CAUWENBERGH, VAN DE WALLE en WOESTE.

Deze regel zou eene noodzakelijkheid worden; geen getuigschrift zou mogen worden afgeleverd aan leerlingen die niet de aldus ingerichte leergangen zouden hebben gevolgd, wel te verstaan in het Vlaamsche gedeelte van het land; want de aanbieders van het voorstel hebben er nooit aan gedacht de studie van het Vlaamsch verplicht te maken voor de Waalsche of Duitsche gewesten. 't Gevolg daarvan zou zijn, dat de Fransche afdeelingen, bij enkele athenæa ingesteld, wel konden behouden worden, doch de leerlingen die de lessen van die afdeelingen volgden, zouden verstoken blijven van het getuigschrift dienende voor de toelating tot de academische graden en voor de kiesbekwaamheid voortspruitende uit het overleggen van soortgelijke getuigschriften.

In de afdeelingen en in den schoot der Middenafdeeling, was de groote meerderheid der leden die aan het onderzoek van het voorstel deelnamen, het eens om te verlangen dat de studie van de Vlaamsche taal als verplicht vak zou staan op het programma van de inrichtingen voor onderwijs welke getuigschriften mogen afleveren, doch men was het niet meer eens ten aanzien van de uitgestrektheid dier verplichting en evenmin over de middelen tot vaststelling of die verplichting werd nagekomen.

Bij zekere familiën, vooral in de groote steden, bestaat eene neiging om hare kinderen uitsluitend in 't Fransch op te voeden; het is goed daartegen in te gaan, want aldus maken zij de kinderen onbekwaam om, op school, in 't Vlaamsch gegeven lessen te volgen. Daardoor zijn de in 't Vlaamsch opgevoede jongelingen in de studie van hunne moedertaal verhinderd en er noodzakelijk toe gebracht te denken, te schrijven en zich te onderrichten in eene taal die de hunne niet is. Zóó zijn die jongelingen in een toestand van minderheid geplaatst, wat hoogst te betreuren is. De rechtvaardigheid eischt dat men dien toestand in de mate van het mogelijke doe ophouden.

België is een tweektalig land; beide nationale talen dienden, in de scholen, te worden onderwezen op een voet van gelijkheid. Het lager onderwijs zou in de moedertaal moeten worden gegeven en de andere taal behoorde te worden aangeleerd door al de kinderen, nadat zij een voldoende kennis van hunne moedertaal hebben opgedaan. Dan zouden ze de tweede taal met vrucht kunnen beginnen aan te leeren en de moedertaal grondig bestudeeren.

Doch er is geen sprake van, de kennis van het Vlaamsch op te leggen aan de kinderen van de Waalsche gewesten des lands; de aanbieders van het voorstel treden zelfs niet toe tot een in dien zin gedane voorstel.

Wordt de algemeenmaking der studie van het Vlaamsch niet voorgesteld voor gansch het land, daarin moet men geen reden zoeken tot het niet nemen van de maatregelen die het grondig onderwijs van die taal in de Vlaamsche gewesten moet verzekeren.

De Vlaamsche taal bezit eene schitterende litteratuur, zij bezit groote schrijvers; rechtsgeleerden, mannen van wetenschap hebben in die taal geschreven; zij wordt gebruikt bij het vervaardigen der wetten, voor de rechtbanken, op den kansel, in de pers; zij is de taal van het volk en het is niet alleen nuttig, het is noodzakelijk dat de gegoede klassen, om in

gemeenschap van gedachte te zijn met het volk, de taal van het volk verstaan en er zich van kunnen bedienen bij de dagelijksche betrekkingen die onder al de klassen der samenleving moeten bestaan.

Om de kennis van het Vlaamsch te bevoordeelen en uit te breiden, werden vele pogingen aangewend : deze pogingen werden niet genoeg ondersteund en aangemoedigd.

Men kon enkel een beroep doen op den goeden wil der ouders en deze goede wil beantwoordde niet altijd aan de verwachtingen van de hoofden der onderrichtingen voor onderwijs. Dat onderwijs was, anderzijds, niet altijd behoorlijk ingericht.

Het is noodzakelijk, — en daarover schijnt men het eens geworden, — dat de studie van het Vlaamsch verplicht moet worden gemaakt in al de klassen van de humaniora en van de moderne letteren der inrichtingen voor middelbaar onderwijs, in het Vlaamsche gedeelte van het land gelegen.

Daarom moet het Vlaamsch worden gebracht op het programma der studiën zoowel als het Latijn, het Grieksch en de andere vakken, die de wet aanduidt en waarvan het getuigscrift, bij het einde der studiën afgeleverd, melding moet maken.

Men is het niet meer eens, wanneer het er op aankomt te bepalen welke belangrijkheid aan die studie moet worden gegeven, welke leerwijzen behooren te worden gevolgd en welk bewijs dient te worden afgeleverd tot vaststelling dat aan de wettelijke voorschriften is voldaan.

De aanbieders van het voorstel bepalen de te volgen leerwijze : benevens de Vlaamsche, de Duitsche en de Engelsche lessen, die in 't Vlaamsch zullen worden gegeven, zullen ten minste twee leergangen van het programma in 't Vlaamsch worden gegeven in al de klassen der humaniora en de getuig-schriften zullen vermelden dat de houder van het getuigscrift de aldus gegeven lessen met vrucht heeft gevolgd.

Het voorstel werd hevig bestreden en niet min hevig verdedigd.

In de afdeelingen werd het aangenomen met 35 stemmen tegen 18 en 19 onthoudingen.

De bestrijders van het voorstel hebben staande gehouden, dat het ongrond-wettelijk was; tot staving hunner meening, hebben zij de volgende beden-kingen doen gelden :

Luidens de bewoordingen van artikel 23 der Grondwet, is het gebruiken van de in België gebezigde talen niet verplicht en kan het enkel bij de wet worden geregeld en alleen voor de handelingen der openbare macht en voor de rechterlijke zaken : derhalve mag het gebruiken van eene bepaalde taal voor het onderwijs niet worden opgelegd. Artikel 17 huldigt de vrijheid van onderwijs en, als gevolg daarvan, de vrijheid der leerwijzen, en artikel 6 huldigt de gelijkheid van al de Belgen tegenover de wet. De gelijkheid der Belgen wordt miskend, wanneer men, voor de toelating tot de academische graden en het kiesrecht, voor waarden stelt die verschillen volgens de afkomst of het domicilie van sommige Belgen of volgens de ligging van de inrichting waar zij het onderwijs ontvangen.

De voorstanders van het voorstel antwoorden daarop : de wetgever schendt noch de vrijheid van het taalgebruik, noch de vrijheid van onderwijs, noch de gelijkheid van de Belgen tegenover de wet, wanneer hij het afleveren der getuigschriften aan enkele bepaalde voorwaarden ondergeschikt maakt. Dat werd gedaan door al de wetten op het middelbaar en het hoger onderwijs die achtereenvolgens in België tot stand zijn gekomen. Het volstaat te wijzen op de artikelen 22 en 23 der wet van 1 Juni 1850 en op artikel 5 der wet van 13 Augustus 1888, die, als verplicht vak, in het programma hebben opgenomen de grondige studie van het Fransch voor het gansche land, en, slechts voor de gedeelten van het land waar het Vlaamsch en het Duitsch in gebruik zijn, de grondige studie van deze talen.

Onderzoek in de afdeelingen.

In de eerste afdeeling werd het voorstel verworpen met 5 stemmen tegen 3 en 3 onthoudingen. De leden die tegenstemden en zij, die zich onthielden, hebben verklaard dat zij verlangden doelmatige maatregelen te zien nemen opdat het onderwijs van het Vlaamsch zou verzekerd worden.

De tweede afdeeling nam het voorstel aan met 8 stemmen; twee leden onthielden zich. Sommige leden verklaren hunne goedkeurende stem maar te hebben gegeven, onder opzettelijk voorbehoud van nader onderzoek omtrent de grondwettelijkheid van het voorstel. Zij verklaarden zich te willen aansluiten bij elke minnelijke schikking, welke denzelfden waarborg zou geven als het hoofdvoorstel, maar welke van aard zou zijn hunne grondwettelijke bezwaren weg te nemen.

De derde afdeeling neemt het voorstel aan met 4 stemmen tegen 3 en 1 onthouding

Een lid verklaart zich ten gunste van alle eischen betreffende het onderwijs van 't Vlaamsch in 't Vlaamsche gedeelte des lands, doch hij acht het voorstel ongrondwettig en meent dat men den toestand kan verbeteren door een koninklijk besluit, zonder de tussenkomst van den wetgever in te roepen. De wet van 10 April 1890 machtigt de Regeering den vorm te regelen van de getuigschriften, de samenstelling en het werk van de jury, geroepen om de waarde der getuigschriften te beoordeelen; deze jury moet mededeeling ontvangen van het programma der inrichtingen, bijzondere of openbare, welke getuigschriften hebben afgeleverd. Zij waardeert er de verdienste van.

Sommige leden wenschen aan alle inrichtingen de verplichting op te leggen een zeker aantal uren per week aan het onderwijs van 't Vlaamsch te besteden.

Een lid verklaart dat hij gaarne het door het voorstel beoogde doel zou bereiken : dat voorstel zou het beletsel willen verwijderen dat de maatschappelijke klassen in 't Vlaamsche land verdeelt; het heeft een werk van gezonde en voortgaande democratie op 't oog; hij zal het voorstel stemmen omdat er geen

ander is, doch het is te denken dat er zich eene formule zal voordoen, aan welke men niet zal kunnen verwijten dat zij ongrondwettig is en inbreuk maakt op de vrijheid van onderwijs en op de vrijheid van het gebruik der talen.

Al de leden verklaarden zich gunstig gestemd voor de maatregelen tot verbetering van het onderwijs van 't Vlaamsch; zij die tegen stemden of die zich onthielden gaven hunne grondwettelijke bezwaren als beweegredenen daarvan op.

Het voorstel werd aangenomen met 4 stemmen tegen 3 en 7 onthoudingen.

In de vierde afdeeling prijst een lid het zeer lofwaardig doel van het voorstel. Hij vindt dat de diploma's de grondige kennis van de Vlaamsche taal moeten vermelden en ernstige waarborgen van echtheid moeten opleveren. Doch hij meent dat de wetgever zijne bevoegdheid te buiten gaat door het opleggen van eene methode aan de vrije inrichtingen. Men zoude, zonder inbreuk te maken op de vrijheid van onderwijs, van de leerlingen een examen over de Vlaamsche taal kunnen eischen en van dat examen vrijstellen degenen die de leergangen volgden in eene inrichting waar het Vlaamsch gebruikt wordt als voertaal voor sommige leergangen, of wel daar, waar een zeker getal uren wordt gewijd aan het onderwijs van 't Vlaamsch.

Enkele leden klagen over het ongenoegzame onderwijs van het Vlaamsch te Brussel en in 't Walenland, en, in 't algemeen, over het weinige gewicht aan dat onderwijs gehecht in de inrichtingen voor meisjes. Een lid wenscht dat de bepalingen der wet van 1883 zouden worden toepasselijk gemaakt op het normaal onderwijs van den hooger en graad, zoowel voor meisjes als voor jongens, te beginnen met het derde jaar volgende op de afkondiging der nieuwe wet en hij dringt er op aan dat zijn voorstel worde onderworpen aan de beraadslagingen der Middenafdeeling.

Het voorstel wordt aangenomen met 6 stemmen tegen 1 en 5 onthoudingen.

Door 10 stemmen, tegen 2 onthoudingen, spreekt de afdeeling den wensch uit dat iedere wijziging ten gunste van het beoogde doel met de meeste welwillendheid door de Middenafdeeling worde onderzocht.

Een lid wenscht dat de voorgestelde bepalingen toepasselijk gemaakt zouden worden op de Deutsche taal, in dat gedeelte des lands waar deze taal in gebruik is.

In de vijfde afdeeling doet men opmerken dat het voorstel de artikelen 17 en 23 van de Grondwet schendt; een lid antwoordt dat daar niets van aan is, dat de bevoegdheid getuigenschriften af te leveren, aan vrije inrichtingen verleend, een voorrecht uitmaakt dat de wet aan bepaalde voorwaarden kan onderwerpen; het voorstel wordt verworpen met 5 stemmen tegen 5 en 2 onthoudingen.

In de zesde afdeeling doet een lid opmerken, dat de wet van 1883 de leerlingen van het officieel onderwijs groote vorderingen heeft doen maken in de grondige kennis van de Vlaamsche taal. Hij beweert dat de afgifte van

getuigschriften eene daad is van de openbare overheid en dat de wet, waar zij die daad onderwerpt aan bepaalde voorwaarden, artikel 23 van de Grondwet niet schendt; andere leden wenschen de kennis van het Vlaamsch verplicht te maken, maar nemen niet aan, dat men aan de vrije inrichtingen eene bijzondere methode oplegge voor het onderwijs van die taal.

Enkele leden wenschen de studie van het Vlaamsch verplichtend te zien maken voor het geheele land en drukken den wensch uit, dat de Middenafdeeling zich zou aansluiten bij het een of ander voorstel dat minder blootstaat aan het verwijt van ongrondwettigheid.

Het voorstel wordt aangenomen met 9 stemmen tegen 4.

Uit het geheel van de beraadslagingen der afdeelingen blijkt, dat de groote meerderheid der leden, die daaraan deelnamen, het eens zijn over de volgende punten :

1^o Dat het wenschelijk is dat de Vlaamsche taal onderwezen worde op de meest ernstige wijze in al de inrichtingen van onderwijs van het land ;

2^o Dat het noodig is dat, in een Vlaamsch land, de jongelingen die zich bereiden voor de academische studiën bewijzen dat zij eene grondige kennis bezitten van de Vlaamsche taal.

Waar zij het niet over eens zijn, is de wijze waarop zal worden vastgesteld of de recipiendus de Vlaamsche taal genoegzaam kent.

Drie stelsels doen zich voor :

1^o Het wetsvoorstel doet dit bewijs ontstaan uit een vermoeden. De leerling zal de Vlaamsche taal genoegzaam kennen als het onderwijs werd ingericht overeenkomstig de wet van 15 Juni 1883, toepasselijk op de inrichtingen van middelbaar onderwijs van den Staat ;

2^o Dat bewijs kan voortvloeien uit een getuigschrift afgeleverd door het hoofd der inrichting.

Daar de kennis van het Vlaamsch verplichtend is gemaakt evenals die van het Latijn, van het Fransch en van de andere vakken van het programma, zal het bewijs van die kennis hetzelfde zijn voor dit vak als voor de andere ;

3^o Dat bewijs kan slechts voortvloeien uit een examen, tegelijk schriftelijk en mondeling, waaruit blijkt dat inderdaad de recipiendus het Vlaamsch schrijft en spreekt.

Onderzoek in de Middenafdeeling.

Alvorens het onderzoek van deze verschillende stelsels aan te vangen, heeft de Middenafdeeling willen weten of de wet van 15 Juni 1883 streng werd toegepast in de athenaea en de middelbare scholen, welke uitslagen door dat regiem werden verkregen en zij wenschte een groot aantal inlichtingen te bekomen door de vragen gericht tot den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en van Openbaar Onderwijs, vragen door dezen beantwoord op 20 Januari 1905. Die vragen en die antwoorden zijn vervat in het stuk dat aan dit verslag is toegevoegd.

Uit de antwoorden door de Regeering gegeven blijkt, dat voor de Latijnsche

studiën, het aantal leerlingen dat de leergangen volgt van het Fransch regiem grooter is dan dat der leerlingen dat de leergangen volgt van het Vlaamsch regiem.

Voor de moderne letteren is het evenzoo te Brussel en te Elsene; maar het is anders te Antwerpen en te Mechelen.

De Regeering verklaart geen genoegzame gegevens te hebben om eenigszins met juistheid te kunnen antwoorden omtrent het onderwijs in de bijzondere inrichtingen.

Uit de bijzondere inlichtingen door de Afdeeling verkregen blijkt dat, in algemeenen regel, in de bijzondere inrichtingen van het Vlaamsche land, de studie van het Vlaamsch verplicht is, dat men er een grooter aantal uren aan wijdt dan voorheen, dat de verkregen punten in den wedstrijd voor het Vlaamsch medetellen voor de uitmuntendheid en dat de toestand merklijk verbeterd is.

Daar, evenals in de Staatsinrichtingen, stoot zich het bestuur aan den weinig goeden wil der ouders. Deze waardeeren niet de noodzakelijkheid voor hunne kinderen om de taal goed te kennen van het land, waar zij geroepen zijn te leven, noodzakelijkheid uit het oogpunt der maatschappelijke belangen, noodzakelijkheid uit het oogpunt der toelating tot de openbare ambten en tot de uitoefening van menigerlei bediening.

De Middenafdeeling wenschte eenparig te komen tot de stemming van eene formule waardoor het grondig onderwijs van het Vlaamsch verzekerd werd en die ontsnapte aan het verwijt van ongrondwettigheid.

Het aan haar onderzoek onderworpen wetsvoorstel werd levendig bestreden, eerstens als ongrondwettig en daarna als opleverende het groot bezwaar den wetgever en het bestuur te doen tusschenkomen in de keus der methoden en in de inwendige orde der vrije inrichtingen.

Evenals in de afdeelingen vonden ook hier de beide meeningen overtuigend verdedigers, doch de Middenafdeeling streeft er naar eene formule te vinden die aan de gedane verwijten ontsnapt en van aard is aller bijval te verwerven.

In dien gedachtengang werden verschillende oplossingen voorgesteld :

Een lid stelde voor, de kennis van het Vlaamsch verplichtend te maken in het geheele land.

In het programma der studiën van de Waalsche inrichtingen, komt voor de kennis van eene of meerdere levende talen; het schijnt hem natuurlijk en geschikt dat eene dier talen het Vlaamsch zal zijn, zooals het Fransch het is in 't Vlaamsche land. Bij het-eindigen der studiën zullen al de leerlingen geroepen worden eene schriftelijke en mondelinge proef te doorstaan van de kennis der talen, terwijl de overlegging van het getuigschrift behouden blijft voor de rekenkunde, de geschiedenis, de aardrijkskunde en de andere vakken van het programma.

De proef zou omvatten :

A. In de Vlaamsche streken :

1^o De vertaling in het Fransch en in het Vlaamsch van een Latijnsch

schrijver, ontleend aan het programma der rhetorica; 2^o de vertaling in het Vlaamsch van een Duitsch, Engelsch of Fransch schrijver; 3^o een Vlaamsch opstel en een Fransch, Duitsch of Engelsch opstel.

B. In de Waalsche streken :

1^o De vertaling in het Fransch en in het Vlaamsch van een Latijnsch schrijver, ontleend aan het programma der rhetorica; 2^o de vertaling in het Fransch van een Duitsch, Engelsch of Vlaamsch schrijver; 3^o een Fransch opstel en een Duitsch, Engelsch of Vlaamsch opstel.

Dit voorstel werd niet aangenomen; de Middenafdeeling zag daarin de herstelling, ten minste gedeeltelijk, van het graduaat, in 1876, na lange woordenstrijd afgeschaft. Het daarin eens zijnde met de aanbieders van het wetsontwerp, heeft zij de kennis van het Vlaamsch niet willen opdringen aan dat gedeelte des lands, waar de taal niet in gebruik is.

Andere voorstellen werden gedaan; een ervan luidde aldus :

« De getuigschriften, geëischt door de artikelen 5 en 12 der wet van 10 april 1890, op de toekenning der academische graden en door artikel 17, § 1, letters *E* en *F* der kieswet van 12 April 1894, moeten, wanneer zij zijn afgeleverd door inrichtingen voor middelbaar onderwijs, gevestigd in het Vlaamsche deel des lands, vaststellen dat de houder in het Vlaamsch een afzonderlijk examen heeft ondergaan, bestaande uit eene vertaling in 't Vlaamsch, eene vertaling uit 't Vlaamsch en een opstel in 't Vlaamsch. »

Een ander voorstel luidde als volgt :

« De getuigschriften, geëischt door de artikelen 5 en 12 der wet van 10 April 1890, op de toekenning der academische graden, en door artikel 17, § 1, letters *E* en *F* der kieswet van 12 April 1894, moeten, wanneer zij zijn afgeleverd door inrichtingen voor middelbaar onderwijs, gevestigd in het Vlaamsche deel des lands, vaststellen dat de houder in het Vlaamsch een afzonderlijk examen, mondeling en geschreven, heeft ondergaan, over de Vlaamsche taal en over ten minste twee leergangen buiten het Duitsch en het Engelsch, door hem gekozen onder de vakken begrepen in het bij de wet van 15 Juni 1885 bedoeld programma.

« Dat examen zal worden afgelegd voor eene jury, samengesteld overeenkomstig artikel 7 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891. »

De aldus voorgestelde maatregelen schenen niet een voldoende waarborg te leveren van de grondige kennis van het Vlaamsch; de Middenafdeeling heeft gewenscht dat de leerling een mondeling examen over sommige vakken in het Vlaamsch zou ondergaan, dus door zijne antwoorden doende blijken dat hij zich in de Vlaamsche taal gemakkelijk weet uit te drukken en dat hij een schriftelijk examen zou ondergaan om te doen zien dat hij in het Vlaamsch kan opstellen.

In dit stelsel, dat destijds door de meerderheid der leden van de Middenafdeeling werd aangenomen en waarbij zich de aanbieders van het voorstel aansloten, zou het bewijs, dat de recipiendus Vlaamsch kent, voortvloeien uit eene proef, bevattende een Vlaamsch opstel zonder woordenboek, eene vertaling, zonder voorbereiding, van een Latijnsch of Grieksch schrijver voor de

Lalijsche studiën; van een Engelsch, Spaansch of Duitsch schrijver voor de moderne letteren; eindelijk eene mondelinge ondervraging in het Vlaamsch over de vakken onderwezen in de klasse van rhetorica.

Het examen zou plaats hebben voor eene jury, bij koninklijk besluit benoemd en samengesteld uit een gelijk getal professoren van het officieel onderwijs en van het vrij onderwijs, uit den bestuurder van de inrichting waartoe de recipiendus behoort, onder voorzitterschap van een lid der Koninklijke Vlaamsche Academie.

Het is wel begrepen dat het examen alleen zou loopen over de kennis der Vlaamsche taal en dat men niet zou mogen letten op de min of meer groote verdienste der antwoorden in een wetenschappelijk opzicht.

Vijf leden der Afdeeling sloten zich bij dit voorstel aan; twee leden onthielden zich en één dezer verklaarde zijne onthouding aldus :

« Ik ben van meening dat men niets moet verzuimen om de kennis en vooral de practische kennis van de Vlaamsche taal te ontwikkelen. Deze ontwikkeling moet geschieden door de middelen die het persoonlijk initiatief ingeeft en zelfs met behulp van wettige maatregelen, op voorwaarde dat die maatregelen de grondwettige beginselen, de nationale overleveringen en de belangen der bevolking vrijwaren.

» De quaestie der talen heeft sedert eene eeuw onophoudelijk teedere vraagstuk en opgeworpen. Die vraagstukken moeten worden geregeld door twee grondbeginselen: tusschen de talen moet men eene volstreckte gelijkheid behouden of daarstellen en vermijden aan wie ook het gebruik van ééne dier talen op te dringen, bij voorkeur boven de andere : dit zijn de grondwettige voorschriften.

» Het voorstel van den heer Coremans miskent die beginselen; het schendt de artikelen 17 en 25 van de Grondwet; het kan dus niet aangenomen worden.

» Men stelt heden voor, een bijzonder examen in te stellen voor het Vlaamsch, bestaande uit twee proeven; de eene, de schriftelijke proef, behelzende eene Vlaamsche overzetting en een Vlaamsch opstel; de andere, de mondelinge proef, loopende over de vakken in de rhetorica onderwezen.

» De instelling van een aldus omschreven examen miskent de gelijkheid die bestaan moet tusschen de in België gebruikelijke talen.

» Men eischt een examen voor het Vlaamsch en niet voor het Fransch en het Duitsch : waarom die verschillende behandeling? In de Waalsche provinciën zal alles blijven zooals het is; de Walen zullen niet van de kennis van hunne moedertaal door middel van examens moeten doen blijken; anders zal het zijn in 't Vlaamsche land. Grondwettelijk is deze ongelijkheid niet te rechtvaardigen. Beter ware het 't graduaat te herstellen. Het graduaat verwekt ernstige tegenwerpingen; maar die tegenwerpingen zijn minder zwaarwichtig dan het door de meerderheid van de Middenafdeeling aangenomen voorstel. Het graduaat zou loopen over alle vakken en juist daardoor zou onder deze, ten gunste van de recipiendi, een zeker evenwicht ontstaan en wettige vergoedingen; dat evenwicht en die vergoedingen worden onmogelijk wanneer het examen alleen maar voor een enkel dier vakken wordt ingesteld.

» Maar daarenboven worden de belangen der recipiendi, en daardoor zelf die der familiën, erg benadeeld

» Het mondeling examen zal loopen, volgens de bewoordingen van de aangenomen bepaling, over de vakken in de rhetorica onderwezen. Wil men hebben dat deze alle in het Vlaamsch worden onderwezen? Dat zal men zeker niet beweren. Maar dan zullen de leerlingen verplicht zijn al deze vakken in de twee talen te leeren en de rhetorica zal hoe langer hoe meer eene klasse van geheugen worden. Dit is niet alles. Inderdaad zal het mondeling examen niet tegenover elken leerling loopen over al de vakken van de rhetorica; de examinerator zal een of ander vak kunnen kiezen en daarbij zijne ondervragingen bepalen. Ziehier een leerling; men ondervraagt hem in 't Vlaamsch over de physica of de algebra; het is niet onmogelijk dat hij eenige moeite heeft zich te bedienen van de technische benamingen der Vlaamsche taal in deze bijzondere vakken; nochtans zal hij misschien een uitstekend leerling zijn; misschien is hij bekwaam in 't Vlaamsch een gesprek te voeren; niets zal er toe doen; mislukt zijnde in het mondeling examen, zal men hem tegenhouden op den drempel van het hooger onderwijs; de loopbaan, waarheen zijn aanleg hem voerde, zal verbroken zijn.

» Zulk een ontwerp is wreed en onrechtvaardig en zal eene reactie teweegbrengen.

» Ik weet wel dat de rijke ouders der Vlaamsche streken hunne kinderen kunnen toevertrouwen aan in 't Walenland gevestigde inrichtingen. Maar de wetgever heeft het recht niet de door hem genomen maatregelen zoodanig saam te stellen, dat hij de minst rijke van onze medeburgers benadeelt; dat ware een voorrecht in het leven roepen tegen hen, ten gunste van hen die tot eene meer gegoede klasse behooren.

» Het voorstel miskent dus de twee grondgedachten die moeten dienen tot regeling van de quaestie der talen.

» Dat wil zeggen dat het een van de slechtste is dat kon gedaan worden tot oplossing van het vraagstuk.

» Daarom heeft mijne onthouding de volgende beteekenis: ik verlang levendig dat practische maatregelen genomen worden; maar ik kan niet zoover gaan dat ik de belangen der burgers en de grondwettige voorschriften zou kunnen opofferen, noch een regiem te voorschijn roepen dat al zeer spoedig wettigen tegenstand zal verwekken.

» In een artikel, den 28^{en} Juli 1905 verschenen, heeft de *Bien Public*, opkomende tegen het door de meerderheid van de Middenafdeeling aangenomen voorstel, beweerd dat geen enkele professor er voorstander van was. Ik kan bevestigen dat het bij het professoraal corps den heftigsten tegenstand ontmoet.

» Het zal trouwens van toepassing zijn op het onderwijs van den Staat zooals op het vrij onderwijs. Aan beide zal het een tot hiertoe onbekend regiem opdringen, waarop de openbare meening niet is voorbereid. Dit wil genoeg zeggen dat, voor en aler zulk eene hervorming aan te nemen, het nuttig ware de Regeering te raadplegen die, waarschijnlijk, den raad zou inwinnen der organismen die het openbaar onderwijs vertegenwoordigen en ook dien der hoofden van de vrije inrichtingen. Handelde het anders, dan liep het Parlement gevaar een valschen weg in te slaan.

» Heb ik mij onthouden in de Middenafdeeling, dan is het in de hoop dat de hiervoorgaande roepstem gehoor zal vinden. »

Op deze redenen van onthouding antwoordde een lid in deze bewoordingen :

« Heeft het voorstel van den heer Coremans bij sommigen onzer collegas bezwaren gewekt, gegrond op de artikelen 17 en 23 der Grondwet, zoo geeft het door de Middenafdeeling aangenomen voorstel tot geenerlei critiek aanleiding.

» Het feit dat de achtbare voorafgaande spreker zelf had voorgesteld de leerlingen der Vlaamsche inrichtingen aan een examen van bekwaamheid in het Vlaamsch te onderwerpen ontnemt alle kracht aan de aanvallen, gericht tegen het beginsel der oplossing door de Middenafdeeling aangenomen, hetzij het geldt de ongelijkheid tusschen de Vlaamsche en de Waalsche leerlingen, den ongunstigen toestand aan de Vlaamsche inrichtingen berokkend of de grondwettigheid van den maatregel. Blijft nog het programma van het examen. Het is vooral het mondeling examen dat het achtbaar lid hindert. Maar hoe zal men zonder eene mondelinge ondervraging zich kunnen verzekeren dat de leerling het Vlaamsch kent, genoeg om zich behoorlijk in die taal te kunnen uitdrukken?

» Indien de Middenafdeeling als onderwerp van die ondervraging de vakken, in de rhetorica onderwezen, heeft gekozen, dan is dit omdat men wel in het belang van den leerling het veld van ondervraging dient te beperken en dat men zooveel mogelijk de inrichtingen vrij moet laten wat de regeling en het programma der studiën betreft. En het zal in niemands gedachte opkomen dat dit zeggen wil : het onderwijs van alle vakken in het Vlaamsch gedurende heel den loop der studiën.

» Het achtbaar lid verkiest het graduaat boven deze oplossing. Hij is er toch niet onkundig van, dat verscheidene leden van de Middenafdeeling, waaronder hij zelf, zich verklaarden tegen de herstelling van het graduaat, zelfs onder eenen verzachten vorm. »

Na deze stemming van beginsel, ging de Afdeeling uiteen, ten einde de verschillende gevallen van toepassing te onderzoeken van het stelsel, dat zij verkoos, en weldra verkreeg zij de overtuiging dat vele moeilijkheden zich zouden voordoen.

De leerlingen, komende uit de inrichtingen gelegen in het Vlaamsche gedeelte des lands, zullen een examen moeten doen voordat zij in de hoogeschool komen, terwijl de leerlingen, komende uit eene inrichting van de Waalsche streek, zullen worden toegelaten op de enkele overlegging van een getuigschrift. Dat zal eene groote ongelijkheid zijn.

Wat lot zal zijn beschoren aan de Vlaamsche leerlingen die het onderwijs ontvangen in inrichtingen aan het Fransche regiem onderworpen?

Het examen bevat eene ondervraging over de vakken onderwezen in de klasse van rhetorica; volgt er uit deze bepaling dat een leerling, die zijne studiën deed in eene inrichting in de Vlaamsche streek gelegen, zich zal kunnen onttrekken aan de verplichting het examen te ondergaan door zijne rhetorica te gaan doen in eene inrichting van Fransch regiem?

Wat zal, anderzijds, de toestand zijn aan de leerlingen der Waalsche streek berokkend, die hunne studiën komen voltooien in 't Vlaamsche land, hetzij dat zij het doen uit vrijen wil of dat zij er onrechtstreeks toe gedwongen worden door de omstandigheden waarin hunne ouders verkeerden.

Die moeilijkheden in de toepassing werden erkend ernstig te zijn, en alvorens de oplossing daarvan aan te vangen, bracht een lid opnieuw een voorstel te berde, dat niet gedaan was geweest omdat het voorstel van de mondelinge en schriftelijke proef zoo grooten bijval had gevonden.

Dat voorstel luidt aldus :

Wijzigingen in de wet van 10 April 1890.

ARTIKEL 1.

« Aan artikel 8, na § 1 de volgende bepaling toe te voegen :

» « Heeft de leerling dien leergang gevolgd in de provinciën Antwerpen,
» West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Limburg of in de arrondissementen
» Brussel of Leuven, dan moet het getuigschrift, van 1 Juli 1910 af, ver-
» melden dat minstens acht uren per week aan het onderwijs van het
» Vlaamsch werden besteed.

« Die melding wordt niet vereischt wanneer blijkt uit het aan de jury
» onderworpen programma van onderwijs, dat de inrichting zich gedroeg
» naar de wet van 18 Juni 1883. »

ART. 2.

« De voorbereidende proef, voorzien bij de artikelen 9, 10 en 12, bevat,
voor dat deel des lands, het Vlaamsch en het Fransch. »

Een lid acht dit voorstel ongrondwettig, daar het eene rechtstreeksche ingrijping der wet in de inrichting van het vrij onderwijs huldigt; een lid antwoordt dat de Regeering zoodanigen maatregel kan voorschrijven bij koninklijk besluit. Inderdaad geven de inrichtingen voor onderwijs, zoo vrije als officieele, getuigschriften af van toelating tot de academische studiën; een jury beoordeelt de waarde ervan en een der elementen van beoordeeling is zeker dat van te beoordeelen of een voldoende aantal uren is besteed aan het onderwijs van een verplicht vak.

Een lid merkt op dat in de athenæa het aantal aan de lessen gewijde uren van negen en twintig tot een en dertig per week is, terwijl het in de vrije collegiën is van vier en twintig tot dertig.

Het verschil der lesuren komt uit deze omstandigheid voort, dat in de vrije collegiën het aantal uren aan het persoonlijk werk der leerlingen in bijzondere studiën hooger is; men laat er meer over aan hun eigen initiatief; volgens dat lid, zou het aantal uren, door de leerlingen besteed aan Vlaamsch werk, kunnen worden geteld onder de acht uren aan het Vlaamsch gewijd.

Daarenboven wordt het verstaan, dat de acht uren zouden kunnen worden besteed aan het onderwijs der Vlaamsche taal en letterkunde, of wel, aan het onderwijs, in 't Vlaamsch, van andere vakken van het programma; niets

zou, bij voorbeeld, beletten, dat de leergang van Latijn gegeven werd door middel van het Fransch gedurende sommige uren en door middel van het Vlaamsch gedurende andere uren. Die lessen, evenals de oefeningen van vertaling uit 't Latijn in 't Vlaamsch of uit het Vlaamsch in 't Latijn, zouden met nut worden begrepen in de acht uren Vlaamsch.

Een lid vraagt of het Fransch regiem, naar goedvinden gebruikelijk in de athenæa, zal kunnen blijven bestaan en uitgestrekt zal kunnen worden tot de vrije inrichtingen.

Een lid ziet de noodzakelijkheid niet in, de wet in dat opzicht te veranderen. De Fransche afdeelingen zijn die waar alle vakken in 't Fransch worden ondervvezen, daarin onderscheiden van de Vlaamsche afdeelingen, waar twee leergangen ten minste in 't Vlaamsch worden gegeven. Wil de Regeering de Fransche afdeelingen behouden in het Vlaamsche land, zij kan dit doen, maar dan moet zij er per week acht uren Vlaamsche lessen of lessen in 't Vlaamsch doen geven. De leerlingen moeten die lessen volgen of, doen zij het niet, dan bekomen zij geen geldig getuigschrift en zullen zij beschouwd worden als hebbende geen regelmatige leergangen gevolgd; zij moeten zich dan onderwerpen aan de voorbereidende proef.

De vrije onderwijsgestichten kunnen het onderwijs inrichten zooals zij willen, doch de leerlingen die de Fransche afdeelingen volgen, zullen, indien daar niet acht uren zijn besteed aan Vlaamsche leergangen of aan leergangen in 't Vlaamsch, zich noodzakelijk aan de proef moeten onderwerpen.

Het doel, beoogd door hen die de voorstellen en de amendementen hebben aangeboden, en het algemeen verlangen van al de leden is, het onderwijs van het Vlaamsch te doen vooruitgaan. Dat leidt tot deze eerste noodzakelijkheid: het onderwijs van het Vlaamsch verplicht te maken voor al degenen die naar de Hoogeschool willen gaan om er academische graden te verkrijgen; maar aangezien het niet in de bedoeling van de voorstellers ligt dezen regel op gansch het land toe te passen en evenmin de studie van het Vlaamsch in de Waalsche gewesten verplicht te maken, doet zich eene zeer zwaarwichtige moeielijkheid voor, dat is vast te stellen welke Belgen het bewijs zullen moeten inbrengen dat zij het Vlaamsch machtig zijn en welke Belgen van deze verplichting zullen ontslagen zijn.

Op volstreekte en rechtstreeksche wijze schijnt dat problema onoplosbaar, wil men niet de gelijkheid van de Belgen tegenover de wet miskennen.

In het meerendeel der gevallen kan het doel worden bereikt, wanneer men hiermede rekening houdt, dat de overgrootste meerderheid van hen, die dingen naar academische graden, het onderwijs ontvangen in officieele of bijzondere, doch regelmatig ingerichte scholen.

Volgens de wet hebben deze inrichtingen voor onderwijs het recht getuigschriften af te leveren; men mag veronderstellen dat bijna al de leerlingen van de in het Vlaamsche land gelegen inrichtingen voornemens zijn in het land te blijven, er de loopbaan van hunne keuze te volgen, er openbare ambten uit te oefenen of eene betrekking waar te nemen waarvoor de grondige kennis van de taal der streck, waar deze inrichtingen zijn gelegen, wordt vereischt; derhalve is het nuttig en billijk te eischen dat de leerlingen, die uit deze inrichtingen komen, de Vlaamsche taal kennen.

De verschillende voorstellen, door de Middenafdeeling onderzocht, beoogen hetzelfde doel en zijn alleen onderscheiden door de wijze van proef of door het vermoeden toegelaten als proef van de kennis van het Vlaamsch.

Elk stelsel heeft zijne voordeelen en bezwaren, doch zij schijnen elkander niet uit te sluiten; daarom heeft men zich afgevraagd of men de verschillende stelsels niet zou kunnen aannemen door de keuze van het te leveren bewijs over te laten aan de belanghebbende inrichtingen; hare vrijheid zou meer volkomen blijven en het eene stelsel kan verkieslijk zijn in dezen toestand en het andere in genen toestand.

Liet men de keuze aan de hoofden van inrichtingen, dan zou het wetsvoorstel aldus kunnen worden opgesteld :

De getuigschriften voorzien bij de artikelen 8, 9, 10 en 12 der wet van 10 April 1890, op de toekenning der academische graden, en bij artikel 17, § 1, lett. E der kieswet van 12 April 1894, en afgeleverd door inrichtingen voor middelbaar onderwijs gelegen in de provinciën Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Limburg en Brabant, behalve het arrondissement Nijvel, moeten, van af 1 Juli 1910, vermelden :

Dat ten minste acht uren per week werden besteed in den geheelen loop der studiën aan het onderwijs van 't Vlaamsch.

Of wel :

Dat de artikelen 2, 3 en 4 der wet van 18 Juni 1883 werden toegepast.

Of wel :

Dat de titularis een bijzonder examen heeft ondergaan overeenkomstig de volgende bepalingen :

Voor de afdeeling der *Latijnsche studiën* zal het examen omvatten :

- 1^o Een Vlaamsch *opstel* zonder woordenboek;
- 2^o De *vertaling*, zonder voorbereiding, in 't Vlaamsch van een Latijnsch of Grieksch schrijver;
- 3^o Eene mondelinge *ondervraging* in 't Vlaamsch over de vakken den leerling onderwezen in de klasse van rhetorica;

Voor de afdeeling der *moderne letteren* zal het examen omvatten :

- 1^o Een Vlaamsch *opstel* zonder woordenboek;
- 2^o De *vertaling*, zonder voorbereiding, in 't Vlaamsch van een Engelsch, Spaansch of Duitsch schrijver;
- 3^o Eene mondelinge *ondervraging* in 't Vlaamsch over de vakken den leerling onderwezen in de klasse van rhetorica.

Het examen zal plaats hebben voor eene jury, ingesteld bij koninklijk besluit en samengesteld uit :

- 1^o Een gelijk getal professoren van het door den Staat bestuurd of gesubsidieerde onderwijs en professoren van het vrij onderwijs;
- 2^o Den bestuurder der inrichting waarvan de leerling de leergangen heeft gevolgd;

3^o Een lid der Koninklijke Vlaamsche Academie; deze laatste zal voorzitter zijn van de jury. De keuze zal gedaan worden op eene dubbele lijst van kandidaten door de Academie voorgedragen.

De hoofden der onderwijsinrichtingen zouden mogen kiezen tusschen drieërlei soorten van bewijs om vast te stellen dat de leerlingen, die de leer- gangen volgden, het Vlaamsch volkomen kennen.

Valt de keuze op het regiem van de artikelen 2, 3 en 4 der wet van 15 Juni 1883, dan zullen de hoofden der vrije inrichtingen de lessen doen geven in dezelfde voorwaarden als de hoofden der door den Staat bestuurde inrichtingen dit doen.

Verkiezen zij acht uren per week in den geheelen loop der studiën te wijden aan het onderwijs van 't Vlaamsch. dan is het wel verstaan dat die acht uren zouden omvatten niet alleen het onderwijs van 't Vlaamsch, maar ook de uren gewijd aan het onderwijs van andere talen of andere vakken door middel van de Vlaamsche taal, zelfs wanneer die lessen niet uitsluitend in het Vlaamsch zijn gegeven; doch aldus zou onder het aantal Vlaamsche lessen tellen het onderwijs van het Latijn in 't Vlaamsch gegeven gedurende drie of vier uren, zelfs wanneer dat onderwijs in 't Fransch zou worden gegeven gedurende de overige uren aan het Latijn gewijd.

Het stelsel der acht uren zou dit groot voordeel opleveren, dat het den hoofden der inrichtingen zou toelaten in de lagere klassen « intensieve » leer- gangen van Vlaamsche taal in te richten, en niets zou hen verplichten het- zelfde stelsel tot alle klassen uit te breiden. Niets zou hen beletten het stelsel der wet van 15 Juni 1883 te volgen voor de hogere klassen, wanneer de leerlingen der lagere klassen genogzaam sterk waren in de Vlaamsche taal om met vrucht de lessen in die taal gegeven te kunnen volgen.

Hebben leerlingen hunne studiën gedaan, gedeeltelijk naar 't Waalsch, gedeeltelijk naar 't Vlaamsch stelsel, kunnen zij dan volstaan met een getuig- schrift waaruit blijkt dat zij voor de klassen, doorloopen in het Vlaamsche land, het Vlaamsch stelsel en voor de klassen doorloopen in 't Walenland, het Fransch stelsel hebben gevolgd? Of moeten zij, waar zij het getuigschrift van zes jaren studiën naar 't Vlaamsch stelsel niet kunnen vertoonen, eene proef doorstaan en welke proef? Is het de proef van de nieuwe bepaling, is het de proef van artikel 10?

In de eerste veronderstelling wordt vermoed dat de leerling, die een jaar Vlaamsch regiem heeft gevolgd, uit dien hoofde wordt geacht Vlaamsch te zijn, Vlaamsch te moeten kennen en het examen ondergaan, zijne kennis van het Vlaamsch bewijzende. Dat vermoeden is te sterk: dan deed men beter den leerling te beschouwen als hebbende geene regelmatige studiën gedaan en hem te onderwerpen aan het examen van artikel 10; doch dan wordt het door de aanbieders der voorstellen beoogde doel niet bereikt. De gestrengheid is op dit punt nimmermate groot en nutteloos.

Er schiet dus niets anders over dan regelmatig te verklaren de studiën gedaan, deels in 't Vlaamsche, deels in 't Waalsche land en regelmatig te ver- klaren de getuigschriften, mits de leerling voldaan heeft aan de eischen der wet voor de klassen doorloopen in elk der streken van het land, volgens den regel voor die streken vastgesteld.

Met één woord, het getuigschrift door artikel 5 der wet vereischt om te worden toegelaten tot de examens ter bekoming van de academische graden zal worden afgeleverd aan den leerling die in de Vlaamsche streek heeft gevolgd de lessen van eene openbare of vrije inrichting voor middelbaar onderwijs welke zich zal gedragen hebben naar de artikelen 2, 3 en 4 van de wet van 15 Juni 1883, of welke op het programma zal schrijven acht uren lessen van Vlaamsch of in 't Vlaamsch gegeven, of die, vóór de aflevering van het getuigschrift, de bijzondere proef voor het Vlaamsch zal hebben doorstaan.

Bij gebrek aan een door de jury aangenomen getuigschrift, moet de recipiendus bewijzen dat hij de voorbereidende proef, bepaald bij artikel 10, heeft doorstaan. Dit is de bepaling van artikel 9 der wet van 10 Augustus 1890.

De proef van artikel 10 omvat het Fransch of het Vlaamsch naar de keuze van den leerling. Moet voor die proef het Vlaamsch verplicht zijn? Artikel 2 van een der hooger aangehaalde voorstellen eischt het.

Het oorspronkelijke wetsvoorstel eischt eveneens de proef in zijne slotbepaling, aldus luidende : « of die een bijzonder examen in het Vlaamsch zal hebben ondergaan over minstens twee leergangen die hem, behalve de lessen van Vlaamsch, Engelsch of Duitsch, zullen zijn onderwezen in 't Vlaamsch volgens de wet van 15 Juni 1883 ».

Wordt dit voorstel aangenomen, dan is het noodig dat men duidelijk zegge welke recipiendi zijn verplicht de proef te doorstaan voor de Vlaamsche taal en welke leerlingen daartoe niet verplicht zijn.

Zijn het de leerlingen die onregelmatig de in de Vlaamsche streek gelegen en regelmatig ingestelde scholen bezochten? Zijn het die, welke in die inrichtingen onvolledige leergangen volgden? Zijn het die welke de lessen volgden der in 't Vlaamsche land gelegen inrichtingen en welke geene Vlaamsche lessen gaven of hunne leerlingen niet voorbereiden om de bijzondere proef te doorstaan?

Wat moet men besluiten voor de leerlingen die hunne studiën te huis maakten, geheel vrije studiën? Moeten zij examen doen voor 't Vlaamsch wanneer zij uit de Vlaamsche streek afkomstig of aldaar woonachtig zijn?

Ziedaar een aantal vragen ter oplossing, en werden deze vragen opgelost door den wetgever, dan moest de jury, alvorens een leerling tot de proef toe te laten, een onderzoek instellen om uit te maken of, ja dan neen, hij door de wet verplicht is de proef in 't Vlaamsch te doorstaan.

Slechts twee oplossingen zijn mogelijk : of wel aan alle leerlingen, welke ook hunne afkomst zij, de verplichting opleggen het examen voor 't Vlaamsch te doen of wel niemand daartoe dwingen en aan iedereen de vrije keus laten.

Van het oogenblik dat de Middenafdeeling de kennis van het Vlaamsch niet aan alle Belgen zonder onderscheid wil opleggen, moet men den recipiendus de vrije keus overlaten. Aldus zou artikel 10 en, als gevolgtrekking, artikel 12 geene wijzigingen ondergaan.

Deze oplossing schijnt de meest redelijke; zij gaat niet tegen het door de aanbieders van het voorstel beoogde doel in, zij waarborgt meer de vrijheid

van hen die, om gegronde of van hunnen wil onafhankelijke redenen, het examen voor de Vlaamsche taal niet zouden kunnen ondergaan

Het wetsvoorstel gaat, inderdaad, uit van dit denkbeeld dat het Vlaamsch, landstaal, den rang moet innemen die haar toekomt op het programma der studiën in de inrichtingen voor middelbaar onderwijs van het deel des lands waar die taal in gebruik is.

Behalve zeldzame uitzonderingen doen de jongelieden regelmatigc studiën in die inrichtingen en het doel zal bereikt worden wanneer de jongelieden eene grondige kennis van het Vlaamsch zullen hebben verkregen. De anderen mag men over 't hoofd zien. Het voordeel door eene zekere gestrengheid verkregen zou niet opwegen tegen de vele bezwaren die uit eene overdrevene regeling zouden kunnen ontstaan.

Voor hen zal het *statu quo* worden behouden.

Evenals alleen de hoogeschole die een volledig onderwijs hebben, omvattende de vier faculteiten, diplomas mogen uitreiken (art. 31 en 32 der wet van 10 April 1890), evenzoo zullen alleen de inrichtingen voor middelbaar onderwijs die het onderricht van 't Vlaamsch op ernstige wijze betrachten, indien zij gelegen zijn in 't Vlaamsche gedeelte des lands, de getuigschriften mogen uitreiken bedoeld in de artikelen 5, 9 en 12 van voornoemde wet.

Het bewijs dat het onderwijs ernstig is ingericht, spruit voort uit eene dezer omstandigheden : dat het onderwijs van 't Vlaamsch geregeld is overeenkomstig de wet van 15 Juni 1883, dat men er acht uren in de week aan besteedt of dat de leerlingen zijn toebeleid voor de bijzondere proef.

Die bijzondere proef moet worden doorstaan vóór de aflevering van het getuigschrift.

Bij gebrek aan getuigschrift, zal de recipiendus de proef doorstaan van artikel 10, niet alleen voor 't Vlaamsch of elk ander vak, maar voor alle vakken, want het getuigschrift is en blijft ondeelbaar, zooals het tot hiertoe was.

Een lid meent zich niet te kunnen aansluiten bij het stelsel waarbij aan de hoofden van inrichtingen de keus wordt gelaten tusschen de drieërlei soorten van bewijs. Hij gelooft steeds dat het oorspronkelijke wetsvoorstel ongrondwettig is en dat het stelsel van het bijzonder examen in de practijk aanleiding zal geven tot groote moeilijkheden. Hij wenscht het stelsel te zien aannemen van een zeker getal uren les in 't Vlaamsch. Op dat stelsel valt niets aan te merken, het is eenvoudig en gemakkelijk van toepassing.

Echter, met het oog op het getal uren aan de klassen gewijd in de vrije inrichtingen, zou hij het oorspronkelijk voorgesteld getal van acht uren willen herleiden tot zes of, bij minnelijke schikking, tot zeven — of wel het getal uren tot acht bepalen met inbegrip van twee uren aan de studie gewijd.

Een lid verklaart zich eerst te hebben aangesloten bij het voorstel van het bijzonder examen, denkende daarin een vergelijk te vinden geschikt om de leden der afdeeling eenparig hun stem daaraan te doen geven; blijft dat accoord niet bestaan, dan verkiest hij het voorstel Coremans, dat door al de Vlaamsche kringen wordt aangenomen en volmaakt grondwettig is. Hij zal zich onthouden over de andere voorstellen en wettigt zijne onthouding in deze woorden :

« Toen ik bemerkte dat het voorstel van den heer Coremans, dat geheel

mijne sympathie wegdraagt, er niet in slaagde eene meerderheid in den schoot der Middenafdeeling te vereenigen en dat, anderzijds, er een zeer duidelijke stroom ontstond ten gunste van de mondelinge en schriftelijke proef, wilde ik deze mijne goedkeurende stem niet onthouden.

» Ik werd daarbij geleid door den zeer oprechten wensch zoo spoedig mogelijk te geraken tot eene oplossing die de rechtvaardige eischen van het Vlaamsche volk zou bevredigen.

» Er was overigens bijna een volmaakt accoord onder de leden der afdeeling; een enkel lid onthield zich en ik meende hem in dien weg niet te moeten volgen.

» Doch, waar ik mij door mijne stemming aansloot bij de meerderheid om het aangenomen stelsel van examens toe te laten, stel ik er prijs op te verklaren dat de meer eenvoudige en meer practische oplossing van den heer Coremans mijne sympathie blijft wegdragen en ik wil natuurlijk mij het recht voorbehouden dat voorstel te verdedigen en ter gelegener tijd de redenen te ontwikkelen, reeds door mij aangeduid, tot staving van mijn voorkeur.

» Onder dit voorbehoud, blijf ik bij mijne stemming.

» Ik vrees daarenboven dat het amendement betreffende de mondelinge en schriftelijke proef in de Kamer niet het gunstig onthaal zal vinden, dat het in den schoot der Middenafdeeling ontmoette — de nota van het lid dat zich onthield doet ons den goeden uitslag niet voorzien — en dan zal men wel moeten terugkeeren tot den tekst van den heer Coremans, die niets ongrondwettigs heeft en daarenboven het overgroot voorrecht op getrouwe wijze weer te geven den wensch der Vlaamsche vereenigingen van alle politieke kleur die zich met zooveel ijver bezig hielden met deze belangrijke quæstie.

» Ik spreek den wensch uit dat het verslag onmiddellijk worde neergelegd en dat de Kamer er de bespreking van aanvang in den loop van den tegenwoordigen parlementairen zitting.

Overgaande tot de stemming, bepaalt de Afdeeling :

1° Zal de keuze onder de drie stelsels aan de hoofden der inrichtingen gelaten worden?

Deze vraag wordt bevestigend beantwoord met 3 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen;

2° Het voorstel om het getal uren op zes te bepalen wordt verworpen met 4 stemmen tegen 1 en 1 onthouding;

3° Het voorstel om het getal uren op zeven te bepalen wordt verworpen met 2 stemmen tegen 2 en 2 onthoudingen;

4° Het voorstel om het getal uren op acht te bepalen wordt aangenomen met 2 stemmen en 4 onthoudingen;

5° Het voorstel om twee uren studiën te begrijpen in de acht uren wordt verworpen met 4 stemmen tegen 1 en 1 onthouding.

Een der zich onthoudende leden acht dat de verschillende voorstellen aan de Middenafdeeling gedaan niet op practische wijze kunnen worden onderzocht, dan nadat gehoord zullen zijn de Regeering, de wettelijke lichamen van het onderwijs en de hoofden der vrije inrichtingen; ook is hij van

meening dat men rekening dient te houden met de feiten en dat zoo men die verzuimt, men onmogelijk tot een goed einde kan komen.

Dit regiem vastgesteld zijnde voor het Vlaamsche deel des lands, had de Middenafdeeling te onderzoeken of artikel 5 der wet van 18 Juni 1883 moest worden behouden.

Dit artikel luidt aldus : « De Regeering, na den raad te hebben ingewonnen der bestuursbureelen van de Staatsinrichtingen, kan altijd bepalen dat geheel of gedeeltelijk de lessen in de Vlaamsche taal gegeven overeenkomstig de artikelen 2 en 3 te gelijker tijd zullen worden gegeven in de Fransche taal. De gemeenteraden hebben datzelfde recht, wat hunne inrichtingen voor middelbaar onderwijs betreft. »

De verschillende voorstellen houden geene bepaalde afschaffing van die bepaling in, maar daar het getuigschrift moet melding maken dat de lessen in het Vlaamsch werden gegeven, dat een zeker getal schooluren aan het Vlaamsch werd gewijd of dat eene proef voor het Vlaamsch werd doorstaan, volgt daaruit stilzwijgend dat de leerlingen der Fransche afdeeling van die inrichtingen niet konden worden toegelaten tot de academische graden op vertoon van een getuigschrift, tenzij zij de proef doorstonden in het Vlaamsch.

Sommige leden meenden dat het behoud van artikel 5 in die voorwaarden de leerlingen in den waan zouden kunnen brengen dat de studiën onder het Fransch regiem gedaan niet toereikend waren.

Een lid stelde de afschaffing voor van artikel 5 en, zoo het werd behouden, de uitbreiding ervan tot de vrije scholen.

Een ander lid stelde voor, artikel 5 aldus te doen luiden :

« In Brussel en voorsteden kan de Regeering, na den raad te hebben ingewonnen der bestuursbureelen van de Staatsinrichtingen, bepalen dat geheel of gedeeltelijk de lessen in de Vlaamsche taal gegeven, overeenkomstig de artikelen 2 en 3, te gelijker tijd zullen worden gegeven in de Fransche taal.

» Echter zullen, in die streek, ten minste vier uren per week worden besteed aan het onderwijs van het Vlaamsch in elk der klassen van de Fransche afdeeling.

» In dezelfde streek en onder hetzelfde voorbehoud hebben de gemeenteraden en de hoofden van vrije inrichtingen hetzelfde recht met betrekking tot hunne inrichtingen voor middelbaar onderwijs. »

Dat voorstel werd aangenomen met 3 stemmen; 2 leden onthielden zich.

Uit de bespreking die aan de stemming voorafging blijkt :

1^o Dat onder het Vlaamsche gedeelte des lands begrepen is het arrondissement Brussel;

2^o Dat een bijzonder regiem Brussel en voorsteden zal beheeren en dat men onder die benaming verstaat niet alleen de naastgelegene gemeenten maar al de naburige gemeenten die met de hoofdstad een aanbouw vormen;

3^o Dat in de Fransche afdeeling der inrichtingen voor middelbaar onderwijs

van die agglomeratie, het onderricht van het Vlaamsch verplicht is, in dezen zin, dat de getuigschriften over te leggen door de leerlingen, die de lessen hebben gevolgd van de Fransche afdeeling, moeten melding maken van het bijwonen der lessen van Vlaamsch, omvattende vier uren per week in elke der klassen van die afdeeling;

4^o Dat de inrichtingen voor onderwijs alleen de bevoegdheid hebben eene Fransche afdeeling te bezitten op voorwaarde dat zij eene Vlaamsche afdeeling hebben, en dat deze Vlaamsche afdeeling zoodanig is ingericht, dat de getuigschriften afgeleverd aan de leerlingen die er de lessen van hebben gevolgd, eene der drie vermeldingen bevatten : leergangen in het Vlaamsch gegeven, uren aan het Vlaamsch gewijd of lessen gegeven op zoodanige wijze dat de leerlingen, die ze volgden, toe bereid zijn om zich met vrucht aan te melden voor de proef die aan de aflevering van het getuigschrift voorafgaat.

Daarna, enkele gevallen van toepassing onderzoekende, stelt de Middenafdeeling vast dat de meeste leden het eens zijn om de volgende uitleggingen aan te nemen :

1^o Een leerling, die de lessen heeft gevolgd deels in het Vlaamsche land, deels in het Walenland, voldoet aan de eischen der wet wanneer hij getuigschriften overlegt geldig voor elk der klassen op zich zelf, volgens het regiem voor elk der klassen gevolgd :

2^o Het getuigschrift is ondeelbaar. Het Vlaamsch is een verplicht vak van het onderwijs in het Vlaamsche gedeelte des lands. De houders van getuigschriften moeten die lessen hebben gevolgd even zoo goed als de andere verplichte vakken van het programma van het onderwijs, zoo niet, zijn zij verplicht de bijzondere proef te doorstaan ingesteld bij artikel 10 der wet van 10 April 1890 en niet de bijzondere proef ingesteld door dit wetsvoorstel, welke proef moet worden doorstaan vóór de aflevering van het getuigschrift.

Het oorspronkelijk voorstel eischte eene bijzondere vermelding in de getuigschriften bedoeld bij artikel 17, § 1, lett. E en F der kieswet van 12 April 1894.

Artikel 17, § 1, stelt vast welke de eenige diplomas, titels en getuigschriften zijn die recht geven op twee aanvullende stemmen en het somt op, onder litt. E en F, de verschillende diplomas van hoogeschoolléerling, van gegradueerde in de letteren en de getuigschriften van middelbare studiën geldig om de houders of titularissen ervan toe te laten tot de academische graden, volgens de wetgeving van het tijdvak waarin die diplomas of getuigschriften werden afgegeven.

Het spreekt van zelf dat, zoo de voorwaarden van afgifte der getuigschriften van middelbare studiën in de Vlaamsche streek des lands gewijzigd zijn, de getuigschriften af te leveren onder de nieuwe wetgeving zullen moeten voldoen aan de voorschriften der nieuwe wet. Het is nutteloos dit artikel anders op te stellen.

De verschillende, aan de Middenafdeeling onderworpen voorstellen voorzien de proeven die moeten worden doorstaan door de leerlingen die niet een regelmatig leergang deden van humaniora en die het getuigschrift van middelbare studiën niet kunnen bekomen.

Onder de bestaande wetgeving moeten die leerlingen de voorbereidende proef doorstaan ingesteld bij de artikelen 10 en 12 der wet van 10 April 1890, naar gelang het geldt leerlingen die bestemd zijn voor de eigenlijk gezegde academische studiën of voor de loopbaan van ingenieur.

Die examens kunnen plaats hebben in het Fransch of in het Vlaamsch naar de keuze van den leerling

Moet men, in het Vlaamsche land, de leerlingen dwingen het examen te ondergaan in het Vlaamsch, of ten minste voor de Vlaamsche taal?

Om de redenen ontwikkeld in den loop der hierboven aangehaalde bespreking was de Afdeeling het eens, aan de leerlingen de keus te laten tusschen de Fransche en de Vlaamsche taal.

De datum waarop de getuigschriften zullen moeten melding maken van de kennis van het Vlaamsch was door de aanbieders van het voorstel bepaald op 1 Juli 1908. Zij lieten eene ruimte van zes volle jaar, dat is de duur van een volledigen leergang van humaniora, tusschen den datum dien zij meenden te moeten zijn die van de aanneming der wet en den datum waarin zij in volledige werking zou treden.

De Afdeeling verkoos den datum van het volledig in werking treden van de wet te bepalen op den 1^{sten} Augustus van het zesde jaar volgende op dien van de afkondiging der wet, zonder een bepaalden datum aan te wijzen.

In de laatste bijeenkomst der Middenafdeeling werd een nieuw opstel der laatste paragrafen van artikel 2 voorgesteld.

Met 3 stemmen en 2 onthoudingen nam de afdeeling den volgende tekst aan :

« In dezelfde streek en onder hetzelfde voorbehoud, hebben de gemeenteraden hetzelfde recht met betrekking tot hunne inrichtingen voor middelbaar onderwijs.

» De hoofden der vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs, binnen Brussel en voorsteden gelegen, hebben hetzelfde recht.

» Het getuigschrift bestemd voor den leerling die de lessen der Fransche afdeeling heeft gevolgd, is geldig, indien het vermeldt dat ten minste vier uren per week zijn besteed aan het onderwijs van het Vlaamsch of aan de lessen in 't Vlaamsch gegeven in elke der klassen van de Fransche afdeeling.

« Bij gebrek van die vermelding in het getuigschrift, wordt de leerling onderworpen aan het bij artikel 1 voorziene bijzonder examen. »

Het verslag werd bij eenparigheid goedgekeurd door de aanwezige leden.

Bijgevolg heeft de Middenafdeeling de eer aan de Kamer voor te stellen den tekst te stemmen, die luidt als volgt :

ARTICLE PREMIER.

Les certificats prévus aux articles 5, 9 et 12 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et délivrés par des établissements d'enseignement moyen situés dans la partie flamande du pays,

Doivent, à partir du 1^{er} août de la sixième année qui suivra celle de la promulgation de la présente loi, mentionner :

Ou bien :

Que huit heures au moins ont été consacrées par semaine à l'enseignement du flamand ou à des leçons données en flamand.

Ou bien :

Que l'établissement s'est conformé aux articles 2, 3 et 4 de la loi du 15 juin 1883.

Ou bien :

Que le titulaire a subi un examen spécial conformément aux dispositions suivantes :

Pour la section des humanités anciennes, l'examen comportera :

1^o Une composition flamande sans dictionnaire;

2^o La traduction à vue en flamand d'un auteur latin ou grec;

3^o Une interrogation orale en flamand sur les matières enseignées au titulaire dans la classe de rhétorique.

Pour la section des humanités modernes, l'examen comportera :

1^o Une composition flamande sans dictionnaire;

2^o La traduction à vue en flamand d'un auteur anglais, espagnol ou allemand;

ARTIKEL 1.

De getuigschriften voorzien bij de artikelen 5, 9 en 12 der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 op de toekenning der academische graden en afgeleverd door inrichtingen voor middelbaar onderwijs, in het Vlaamsche gedeelte van het land gelegen, moeten, te rekenen van den 1^{sten} Augustus van het zesde jaar volgende op dat waarin deze wet wordt afgekondigd, vermelden :

Of wel :

Dat ten minste acht uren per week zijn besteed aan het onderwijs van het Vlaamsch of aan lessen in het Vlaamsch gegeven.

Of wel :

Dat de inrichting de artikelen 2, 3 en 4 der wet van 15 Juni 1883 heeft in acht genomen.

Of wel :

Dat de houder een bijzonder examen heeft afgelegd, overeenkomstig de navolgende bepalingen :

Voor de afdeeling der Latijnsche studiën, zal het examen bestaan uit :

1^o Een Vlaamsch opstel, zonder woordenboek;

2^o De Vlaamsche vertaling, zonder voorbereiding, van een Latijnsch of Grieksch schrijver;

3^o Eene mondelinge ondervraging in 't Vlaamsch over de vakken, aan den houder onderwezen in de rhetorische klasse.

Voor de afdeeling der moderne letteren, zal het examen bestaan uit :

1^o Een Vlaamsch opstel, zonder woordenboek;

2^o De Vlaamsche vertaling, zonder voorbereiding, van een Engelsch, Spaansch of Duitsch schrijver;

3^o Une interrogation orale en flamand sur les matières enseignées au titulaire dans la classe de rhétorique.

L'examen aura lieu devant un jury institué par arrêté royal, composé :

1^o D'un nombre égal de professeurs de l'enseignement dirigé ou subsidié par l'État et de professeurs de l'enseignement privé;

2^o du Directeur de l'établissement dont l'élève a suivi les cours;

3^o D'un membre de l'Académie royale flamande.

Ce dernier présidera le jury. Il sera choisi sur une liste double de candidats présentés par l'Académie.

ART. 2.

L'article 5 de la loi du 15 juin 1883 est remplacé par la disposition suivante :

« Dans l'agglomération de Bruxelles, le Gouvernement, après avoir pris l'avis des bureaux administratifs des établissements de l'État, peut décider que tous ou partie des cours donnés en langue flamande, conformément aux articles 2 et 3, seront donnés simultanément en langue française.

» Cependant, dans cette région, quatre heures au moins seront consacrées, chaque semaine, à l'enseignement du flamand dans chacune des classes de la section française.

» Dans la même région et sous la même réserve, les conseils communaux ont le même droit, en ce qui concerne leurs établissements d'enseignement moyen.

» Les chefs des établissements libres d'enseignement moyen situés dans cette agglomération ont le même droit.

» Le certificat destiné à l'élève ayant suivi le cours de la section française est valable, s'il mentionne que quatre heures au moins ont été consacrées par semaine à l'enseignement du flamand ou à des leçons données en flamand dans chacune des classes de la section française.

3^o Eene mondelinge ondervraging in 't Vlaamsch over de vakken, aan den houder onderwezen in de rhetorische klasse.

Het examen wordt afgelegd voor eene bij koninklijk besluit benoemde jury, samengesteld uit :

1^o Een gelijk getal professoren van het door den Staat bestuurd of gesubsidieerd onderwijs en van het bijzonder onderwijs;

2^o Den bestuurder der inrichting waar de leerling de lessen heeft gevolgd;

3^o Een lid der koninklijke Vlaamsche Academie.

Laatstgenoemde zal de jury voorzitten. Hij wordt gekozen uit eene dubbele lijst van kandidaten, door de Academie voorgedragen.

ART. 2.

Artikel 5 der wet van 15 Juni 1883 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wat betreft Brussel en voorsteden, kan de Regeering, na het advies te hebben gevraagd van de Staatsinrichtingen voor onderwijs, beslissen dat al de lessen in 't Vlaamsch gegeven overeenkomstig de artikelen 2 en 3, of een gedeelte daarvan, te gelijker tijd in de Fransche taal zullen worden gegeven.

» Evenwel zullen in die streek ten minste vier uren per week aan het onderwijs van het Vlaamsch worden besteed in elke der klassen van de Fransche afdeeling.

» In dezelfde streek en onder hetzelfde voorbehoud, hebben de gemeenteraden hetzelfde recht met betrekking tot hunne inrichtingen voor middelbaar onderwijs.

» De hoofden der vrije inrichtingen voor middelbaar onderwijs, binnen Brussel en voorsteden gelegen, hebben hetzelfde recht.

» Het getuigschrift, bestemd voor den leerling die de lessen der Fransche afdeeling heeft gevolgd, is geldig, indien het vermeldt dat ten minste vier uren per week zijn besteed aan het onderwijs van het Vlaamsch of aan de lessen in 't Vlaamsch gegeven in elke der klassen van de Fransche afdeeling.

» A défaut de cette mention dans le certificat l'élève sera soumis à l'examen spécial prévu par l'article premier. »

» Bij gebrek van die vermelding in het getuigschrift, wordt de leerling onderworpen aan het bij artikel 1 voorziene bijzonder examen. »

De Verslaggever,
FL. VAN CAUWENBERGH.

De Voorzitter,
F. SCHOLLAERT.

BIJLAGE

Brussel, 20 Januari 1905.

Den Heere Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, te Brussel.

HEER VOORZITTER,

Ik heb de eer u de antwoorden mede te deelen, door de Regeering gegeven op de vragen der Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende de getuigschriften van middelbare studiën van den hoogereren graad, in het Vlaamsche gedeelte van het land.

Aanvaard, Heer Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting.

*De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Openbaar Onderwijs,*

J. DE TROOZ.

ANTWOORDEN OP DE VRAGEN DER MIDDENAFDEELING.

1^{ste} Vraag.

Hoe werd de wet van 13 Juni 1883 toegepast? Wordt zij met nauwgezetheid toegepast in de athenæa en in de middelbare scholen?

Antwoord.

De wet van 1883 werd steeds meer toegepast naarmate de omstandigheden het mogelijk maakten ze uit te voeren in al de inrichtingen van het Vlaamsche land en in al de klassen dezer inrichtingen.

Herhaaldelijk werden omzendbrieven gezonden aan de hoofden der inrichtingen om hun de voorschriften der wet te herinneren.

Deze wordt met nauwgezetheid toegepast in talrijke scholen van het Vlaamsche land, en, werd aan enkele onder haar eenige vrijheid van handelen toegekend, dan toch mag men staande houden dat de wet er ruim wordt toegepast, zóó dat men moet vermoeden dat de leerlingen, die deze scholen bezoeken, de Vlaamsche taal machtig zijn : dat was vooral het doel der wet van 1883. In al de athenæa en middelbare scholen van het Vlaamsche gedeelte, wordt, onder andere, het Vlaamsch onderwezen in het Vlaamsch.

Slechts ten gevolge van de bijzondere omstandigheden waarin zij verkeerden, heeft de Regeering, voor sommige leergangen, uitstel verleend aan sommige scholen, zooals door de werkelijke toestanden werd vereischt. Dat had de wetgever van 1883 zelf voorzien, wanneer hij aan de Regeering den plicht oplegde, op te geven om welke redenen de algeheele toepassing der wet werd vertraagd. In de driejaarlijksche verslagen gaf de Regeering steeds inlichtingen over den toestand van het onderwijs in het Vlaamsch in de openbare scholen.

2^e Vraag.

In welke athenæa bestaat het Fransch stelsel, dat bij artikel 5 der wet van 13 Juni 1883 is voorzien?

Antwoord.

Het Fransch stelsel bestaat in de athenæa te Antwerpen, Brussel, Elsene en Mechelen. (In laatstgemeld athenaeum, voor de lagere klassen alleen.)

3^e Vraag.

Hoeveel bedraagt, gedurende de laatste tien jaar, het respectief getal leerlingen der leergangen onder het Fransch stelsel en onder het Vlaamsch stelsel, in de inrichtingen waar beide stelsels bestaan?

Antwoord.

Ziehier de opgave daarvan voor de jaren 1893-1894 tot 1903-1904.

ATHENÆA.	LATIJNSCHE STUDIËN		MODERNE LETTEREN		GEHEEL BEDRAG.	
	Waalisch stelsel.	Vlaamsch stelsel.	Waalisch stelsel.	Vlaamsch stelsel.	Waalisch stelsel.	Vlaamsch
Antwerpen	1,059	780	2,165	4,218	3,224	4,998
Brussel	1,569	465	2,593	1,372	3,962	1,835
Elsene	1,775	778	1,870	1,102	3,643	1,880
Mechelen	199	198	519	843	518	1,041

MIDDELBARE SCHOOL.	MIDDELBARE AFDEELING		VOORBEREIDENDE AFDEELING.		GEHEEL BEDRAG.	
	Waalisch stelsel.	Vlaamsch stelsel.	Waalisch stelsel.	Vlaamsch stelsel.	Waalisch stelsel.	Vlaamsch stelsel.
Halle	675	225	869	931	1,544	1,154

4^e en 5^e Vraag.

De indiener van het voorstel verklaarde dat het de virtueele afschaffing van het Fransch stelsel medebracht. Zou de Regeering de afschaffing van gezegd artikel 3 kunnen goedkeuren?

Zou dit, naar hare meening, niet voor gevolg hebben dat een min of meer aanzienlijk getal leerlingen uit de officieele inrichtingen zouden wegblijven?

Antwoord.

In de athenæa van het Vlaamsche gedeelte des lands zijn talrijke Waalsche leerlingen.

De afschaffing van artikel 3 der wet zou voor gevolg hebben dat een min of meer aanzienlijk getal leerlingen uit die inrichtingen zouden wegblijven.

Anderzijds, met het oog op het alom verspreiden van de kennis der Vlaamsche taal, ware het te betreuren dat de Walen zouden wegblijven uit onze athenæa van het Vlaamsche gedeelte des lands, waar zij zich de taal gemakkelijker eigen maken.

6^e Vraag.

1^o Hoeveel uren worden er, elke week, gewijd aan het onderwijs van het Vlaamsch?

Antwoord.

I. — KONINKLIJKE ATHENÆA.

A. — Vlaamsche athenæa en athenæa waar een der stelsels het Vlaamsche stelsel is.

TIEN ATHENÆA.	GETAL UREN.		GEHEEL BEDRAG.	
	L. S.	M. L.	L. S.	M. L.
Antwerpen (Vlaamsch stelsel) . . .				
Brugge.				
Brussel (Vlaamsch stelsel) . . .				
Gent	6 uren in de 7 ^e .	7 uren in de 7 ^e .		
Hasselt	6 uren in de 6 ^e .	6 uren in de 6 ^e .	27	28
Elsene (Vlaamsch stelsel) . . .	3 uren in de vijf andere klassen	3 uren in de vijf andere klassen.		
Leuven				
Mechelen				
Oostende				
Tongeren				

Opmerkingen.

1 Deze tabel stemt overeen met het studieprogramma van 30 Augustus 1888.

2^o Te Leuven worden, ten gevolge van eene officieele machtiging, aan de Vlaamsche leerlingen bijgevoegde lessen van Vlaamsch gegeven : vier uren per week in de 7^e Latijnsche en 7^e moderne, in de 6^e Latijnsche en 6^e moderne, en drie uren per week in de 5^e Latijnsche en 5^e moderne.

B. — Waalsche athenæa of athenæa met het Waalsch stelsel, waar een stelsel bestaat, dat met het Vlaamsche stelsel overeenstemt.

DRIE ATHENÆA EN DE TWEE LATIJNSCHE AFDEELINGEN.	GETAL UREN.		GEHEEL BEDRAG.	
	L. S.	M. L.	L. S.	M. H.
Antwerpen (Waalsch stelsel) . .	6 6 5 3 3 3 3	7 6 3 3 3 3 3	27	28
Ath.	6 6 5 3 3 3 3	6 6 3 3 3 3 3	27	27
Elsene (Waalsch stelsel) . . .	6 6 3 3 3 3 3	6 6 3 3 3 3 3	26	27
Schaarbeek.	5 uren in de 7 ^e en in de 6 ^e	—	10	—
Thuin	3 5 5 3 3 3 3	3 5 5 3 3 3 3	25	25

Opmerkingen.

1° In de Latijnsche afdeeling te Schaarbeek zijn er slechts twee klassen, namelijk de 7° en de 6° Latijnsche; de afdeeling te Thuin is integendeel volledig ingericht zooals een athenæum.

2° Het in de bovenstaande tabel opgegeven getal uren Vlaamsch is grooter dan het reglementair getal, opgelegd door het programma van 30 Augustus 1888; immers, volgens dat programma moet er niet één uur Vlaamsch worden onderwezen in de 7° Latijnsche studiën. De hoofden van de hierboven vermelde inrichtingen hebben het echter noodig geacht, de aandacht der Regeering te vestigen op het nadeel toegebracht aan de Waalsche leerlingen die, gedurende gansch het studiejaar der 7° Latijnsche, de enkelen begrippen van Vlaamsch konden vergeten, welke zij hadden aangeleerd vóór hunne opneming in het athenæum; gezegde hoofden stelden daartoe de noodige uurregeling voor. Daar de inspectie van gevoelen was dat die uurregelingen dienden te worden goedgekeurd, heeft de heer Minister er zijne goedkeuring aan gehecht.

C. — Waalsche athenæa of athenæa met het Waalsch stelsel, die zich bepalen bij het programma van 30 Augustus 1888.

ZEVEN ATHENÆA.	GETAL UREN.		GEHEEL BEDRAG.	
	L. S.	M. L.	L. S.	M. L.
Brussel (Waalsch stelsel)	5 uren in de 6°, 3 uren in de vijf andere klassen.	6 uren in de 7°.	20	27
Charleroi		6 uren in de 6°.		
Chimay		3 uren in de vijf andere klassen.		
Hoei				
Bergen				
Namen				
Doornijk				

D. — Athenæa waar het Duitsch de 2° verplichte taal is.

In deze athenæa, is het Vlaamsch enkel de 3° taal: voor de leerlingen der Latijnsche studiën is het eene niet verplichte taal; het is eene verplichte taal alleen voor de leerlingen der moderne letteren.

DRIE ATHENÆA	GETAL UREN.		GEHEEL BEDRAG	
	L. S.	M. L.	L. S.	M. L.
Aarlen	2 uren in de 4 hoogere klassen.	2 uren in 6°, 4, 3,	8	18
Luik		3, 3, 3.		
Verviers				

Opmerking.

Deze tabel stemt overeen met het programma van 30 Augustus 1888, gewijzigd bij ministerieel besluit van 22 Juni 1893.

II. — MIDDELBARE SCHOLEN.

A. — SCHOLEN VOOR JONGENS.

De hieronder staande tabel stemt overeen met het officieel studieprogramma, van 10 September 1897, behalve wat aangaat de scholen van Brussel en voorsteden, waarvan de bijzondere toestand niet geregeld noch zelfs voorzien is.

SCHOLEN.	GETAL UREN.							GEHEEL bedrag voor de beide afdeelingen.	
	MIDDELBARE AFDEELING			GEHEEL bedrag voor de M. A.	VOORBEREIDENDE AFDEELING.				GEHEEL bedrag voor de V. A.
	1 ^e jaar	2 ^e jaar.	3 ^e jaar		Lagere graad	Middel- graad	Hoogere graad.		
I.									
28 Vlaamsche scholen, daaronder begrepen de school te Halle voor het Vlaamsch stelsel	6	6	6	18	van 6 tot 7	van 6 tot 7	van 6 tot 7	18 tot 21	van 36 tot 39
II.									
46 Waalsche scholen, daaronder, begrepen de school te Halle voor het Waalsch stelsel	5	5	5	15	van 4 tot 5	van 4 tot 5	van 6 tot 5	12 tot 15	van 27 tot 30
III.									
2 Scholen te Brussel en in de voorsteden :									
Laken.	6	6	6	18	6	5	5	16	34
Schaarbeek	5	5	5	15	7	6	0	19	34
IV.									
3 Scholen waar het Vlaamsch slechts de 3 ^e taal is (Limbourg, Seraing, Verviers) .	3	3	3	9	.	.	.	.	M. A. 9

Opmerkingen.

1^o Onder de 28 scholen I, zijn er 4 zonder voorbereidende afdeeling, namelijk, te Blankenberge, Kortrijk, Ninove, Sint-Nicolaas

2^o Onder de 46 scholen II, zijn er 8 zonder voorbereidende afdeeling, namelijk te Beauraing, Ciney, Couvin, Florennes, Fontaine-l'Évêque, La Louvière, Virton, Walcourt.

3^o In de scholen IV, is het Vlaamsch slechts de 3^e taal en bijgevolg niet verplicht; het wordt dus niet onderwezen in de voorbereidende afdeeling.

B. — SCHOLEN VOOR MEISJES.

De hieronder staande tabel stemt overeen met het officieel studieprogramma, van 10 September 1897, behalve wat aangaat de scholen van Brussel en voorsteden, waarvan de bijzondere toestand niet geregeld noch zelfs voorzien is.

SCHOLEN.	GETAL UREN.								GEHEEL bedrag voor de beide afdeelingen.
	MIDDELBARE AFDEELING			GEHEEL bedrag voor de M. A.	VOORBEREIDENDE AFDEELING.			GEHEEL bedrag voor de V. A.	
	1 ^e jaar.	2 ^e jaar	3 ^e jaar		Lagere graad.	Middel- graad.	Hoogere Graad.		
I.									
12 Vlaamsche scholen . .	5	5	5	15	van 6 tot 7	van 6 tot 7	van 6 tot 7	18 tot 21	van 33 tot 36
II.									
13 Waalsche scholen. . .	4	4	4	12	van 4 tot 5	van 4 tot 5	van 4 tot 5	12 tot 15	van 24 tot 27
III.									
5 Scholen te Brussel en in de voorsteden :									
Brussel	4	4	4	12	4	4	4	12	24
Elsene.	4	4	4	12	3	3	3	9	21
Laken.	5	5	5	15	6	5	5	16	31
Molenbeek	4	4	4	12	4	4	4	12	24
Schaarbeek	4	4	4	12	4	4	4	12	24
IV.									
4 Scholen waar het Vlaamsch slechts de 3 ^e taal is (Aarlen, Charleroi, Hoei, Verviers).	3	3	3	9	•	•	•	•	M. A. 9

Opmerkingen.

1^o Onder de 17 scholen II, zijn er 4 zonder voorbereidende afdeeling, namelijk te Aarlen, Beaumont, Dinant, Pecq.

2^o Onder de 4 scholen IV, is het Vlaamsch slechts de 3^e taal en bijgevolg niet verplicht; het wordt dus niet onderwezen in de voorbereidende afdeeling.

*Opmerkingen van toepassing én op de jongensscholen
én op de meisjesscholen.*

I. — Aangaande de middelbare afdeeling.

1^o In meestal de Waalsche scholen, wanneer er leerlingen zijn die hetzij in het 1^o jaar der middelbare afdeeling, hetzij zelfs in het 6^e jaar der voorbereidende afdeeling worden opgenomen zonder de 2^o verplichte taal vol-

doende te hebben bestudeerd, zijn de bestuurders en de bestuursters verzocht voor die leerlingen een aanvullenden leergang van drie uren, elke week, in te richten. (Ministerieele omzendbrief van 25 September 1897.)

Daaruit volgt dat, in deze scholen, gezegde leerlingen :

Acht uren Vlaamsche les hebben, per week, in het 1^{ste} jaar der middelbare afdeeling, en

Zeven of acht uren Vlaamsche les per week, in het 6^{de} jaar der voorbereidende afdeeling.

2^o In de Vlaamsche scholen waar geen voorbereidende afdeeling bestaat en waar bijgevolg meestal de leerlingen, die in het 1^{ste} jaar der middelbare afdeeling worden opgenomen, niet het minste begrip hebben van de tweede verplichte taal, zijn de bestuurders en bestuursters verzocht aan deze tweede taal te wijden, in het 1^{ste} jaar der middelbare afdeeling, de drie uren die er vroeger werden gewijd aan de derde taal; met de studie dezer laatste moet voortaan een aanvang worden genomen, slechts in het 2^{de} jaar der middelbare afdeeling. (Ministerieele omzendbrief van 23 October 1900.)

Daaruit volgt dat, in deze scholen, de leerlingen van het 1^{ste} jaar der middelbare afdeeling altijd acht uren Vlaamsche les hebben per week en zelfs elf, wanneer tevens de ministerieele omzendbrief van 1897 op hen wordt toegepast.

II. — *Aangaande de voorbereidende afdeeling.*

Krachtens het organiek reglement van de middelbare scholen van den Staat (koninklijk besluit van 10 September 1897, artikel 4), is het onderwijs-programma der voorbereidende afdeeling hetzelfde als dit van de lagere gemeentescholen, behalve de wijzigingen, die de Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs mocht noodig achten.

Nu, in dat programma der lagere scholen kwam de studie eener tweede verplichte taal niet voor. Er moesten dus maatregelen worden genomen om deze studie te verzekeren in de voorbereidende afdeelingen der middelbare scholen.

Deze maatregelen zijn de volgende :

1^o Een ministerieele omzendbrief van 16 November 1897 schrijft voor, ten minste drie uren per week te wijden aan den leergang der tweede taal in elke groep studiejaren der voorbereidende afdeeling, aan één zelfden onderwijzer toevertrouwd.

De bestuurders en bestuursters zijn daarenboven, krachtens dien onzendbrief, bevoegd dit getal te verhoogen met een of twee uren per week, doch mits het geheel bedrag der verplichte lessen, daaronder begrepen de tijd gewijd aan het onderwijs van den godsdienst, nooit hooger gaat dan zeven-en-twintig uren per week. Om dit laatste voorschrift na te leven, mogen de bestuurders en bestuursters, zoo het noodig mocht blijken, van de uren, gewijd aan de moedertaal, aftrekken wat aan het reglementair minimum van drie uren zal worden bijgevoegd voor de tweede taal.

2^o Daar het onderwijzend personeel weinig gebruik maakte van deze machtiging, met andere woorden, daar het minimum van drie uren zelden werd te boven gegaan, wordt door een ministerieelen omzendbrief van

19 Februari 1900 bij de bestuurders en bestuursters aangedrongen opdat aan de voorgaande onderrichtingen gevolg worde gegeven.

Sedert werd het getal uren, gewijd aan het Vlaamsch als tweede taal, verhoogd met een of twee uren in talrijke Vlaamsche middelbare scholen en in die van Brussel en voorsteden.

6^e Vraag.

2^o Welke vakken onderwijst men in 't Vlaamsch en hoeveel uren per week worden aan die vakken gewijd ?

Antwoord.

I. — KONINKLIJKE ATHENÆA.

Den leerling van Vlaamsch laten wij hier ter zijde (zie de 6^e vraag, 1^o).

Zelfs in de athenæa van het Waalsche land, zelfs in de lagere klassen, is het Vlaamsch de voertaal van den leergang sedert de leeraars er het middel van de rechtstreeksche methode aanwenden.

Evenmin bedoelen wij het Duitsch en het Engelsch.

Bij den aanvang van de studie dezer twee talen, bedienen de leeraars zich over 't algemeen van de moedertaal der leerlingen, namelijk voor de spraak-kundige uitleggingen; doch van lieverlede wordt de bestudeerde taal in de plaats van de moedertaal gesteld.

De vakken die, overeenkomstig de wet van 1883, in het vlaamsch moeten onderwezen worden, zijn : de geschiedenis, de aardrijkskunde, de natuur-wetenschappen.

A. — GESCHIEDENIS EN AARDRIJKSKUNDE.

ATHENÆA.	KLASSEN WAAR HET ONDERWIJS WORDT GEGEVEN IN 'T VLAAMSCH.		GEHEEL BEDRAG DER UREN.	
	L. S.	M. H.	L. S.	M. H.
1. Antwerpen . .	3 uren in al de klassen.	3 uren in al de klassen.	21	21
2. Brugge . .	Id. Id.	Id. Id.	21	21
3. Brussel. . .	3 uren in de 7 ^e en in de 6 ^e .	3 uren in de 7 ^e , 6 ^e en 5 ^e .	6	9
4. Gent . . .	3 uren in al de klassen.	3 uren in al de klassen.	21	21
5. Hasselt. . .	Id. Id.	Id. Id.	21	21
6. Leuven . .	3 uren in de 7 ^e .	3 uren in de 7 ^e en in de 6 ^e .	3	6
7. Mechelen . .	3 uren in de 7 ^e , 6 ^e , 5 ^e en 4 ^e .	3 uren in de 7 ^e , 6 ^e , 5 ^e en 4 ^e .	12	12
8. Oostende . .	3 uren in al de klassen.	3 uren in al de klassen.	21	21
9. Tongeren . .	Id. Id.	Id. Id.	21	21

B. — NATUURWETENSCHAPPEN.

Aan den leergang van natuurwetenschappen wordt een verschillend getal uren gewijd in de klassen der Latijnsche studiën en in die der moderne letteren.

In het Athenæum te Antwerpen en in dit te Brugge bedraagt de leergang acht uren in de Latijnsche humaniora (Grieksch-Latijnsche) en negen of vijftien uren in de Latijnsche afdeeling en in de moderne letteren, naar gelang het de wetenschappelijke klassen of de handelsklassen geldt. Die leergangen worden uitsluitend in 't Vlaamsch gegeven.

In het Athenæum te Gent wordt de leergang gegeven in 't Vlaamsch gedurende vijf of tien uren in de afdeeling der moderne letteren.

In het Athenæum te Hasselt, gedurende vier uren in de Latijnsche studiën en in de moderne letteren.

In het Athenæum te Leuven, gedurende twee uren in de Grieksch-Latijnsche afdeeling, gedurende zes uren in de Latijnsche afdeeling, gedurende vier uren in de moderne letteren.

Te Oostende, gedurende vier uren in de moderne letteren.

II. — MIDDELBARE JONGENS- EN MEISJESSCHOLEN.

Den leergang van Vlaansch laten wij hier ter zijde (zie 6^e vraag, 1^o).

Zelfs in de Waalsche middelbare scholen, is het Vlaamsch de voertaal van den leergang sedert de leeraars de rechtstreeksche methode toepassen.

Evenmin bedoelen wij het Duitsch en het Engelsch : deze talen worden onderwezen, nu de eene, dan de andere, soms beide te zamen, als niet verplichte talen, behalve in de zes scholen (drie voor jongens, drie voor meisjes) waar het Duitsch de tweede verplichte taal is.

In de Vlaamsche scholen wordt, vooral in den beginne, het Vlaamsch gebruikt door de leeraars van Duitsch en Engelsch, in afwachting dat zij zich uitsluitend van de bestudeerde taal kunnen bedienen.

De vakken die, overeenkomstig de wet van 1883, in het Vlaamsch worden onderwezen, zijn :

1^o In de middelbare afdeeling, de geschiedenis, de aardrijkskunde en de natuurwetenschappen ;

2^o In de voorbereidende afdeeling, al de vakken uitgenomen het Fransch.

A. — MIDDELBARE AFDEELING.

Ten aanzien van de hier behandelde vraag, dient men drie soorten van scholen voor jongens en voor meisjes te onderscheiden :

I. — Vlaamsche scholen waar de wet van 1883 met de meeste stiptheid wordt nageleefd :

NEGEN EN TWINTIG SCHOLEN.	Vakken.	1 ^{re} jaar.	2 ^e jaar.	3 ^e jaar.	GEHEEL BEDRAG.
22 voor jongens : Aarschot, Aalst, Anwerpen, Blankenberghe, Boom, Kortrijk, Diest, Veurne, Halle (Vlaamsch stelsel), Hasselt, Lier, Lokeren, Maeseick, Mechelen, Nieuwpoort, Ninove, Sint-Nicolaas, Sint-Truiden, Dendermonde, Tongeren, Turnhout, Ieperen.	Geschiedenis.	2	2	2	6
	Aardrijkskunde	1	1	1	3
7 voor meisjes : Aalst, Boom, Diest, Hasselt, Lier, Lokeren, Dendermonde.	Natuurwetenschappen.	2	2	2	6

II. — Vlaamsche scholen waar die drie vakken van het programma worden onderwezen te gelijker tijd in het Fransch en in het Vlaamsch.

Daartoe behooren 4 scholen voor jongens : Brugge, Gent, Ronse, Vilvoorde.

(De uurtabel is dezelfde als de hierbovenstaande.)

III. — Vlaamsche scholen in een gansch bijzonderen toestand verkeerende : een vak wordt er onderwezen in het Fransch en in het Vlaamsch, een ander in het Fransch of in het Vlaamsch; een deel van een vak wordt er onderwezen in het Fransch, een ander deel in het Vlaamsch, enz.

Hier worden bedoeld 4 scholen voor meisjes.

VIER SCHOLEN VOOR MEISJES.	VAKKEN.	1 ^e JAAR.			2 ^e JAAR.			3 ^e JAAR.			HEEEL BEDRAG DER UREN.		
		Vlaamsch en Fransch.	Vlaamsch.	Fransch.	Vlaamsch en Fransch.	Vlaamsch.	Fransch.	Vlaamsch en Fransch.	Vlaamsch.	Fransch.	Vlaamsch en Fransch.	Vlaamsch.	Fransch.
1. Brugge . .	Geschiedenis . . .	2	•	•	2	•	•	2	•	•	6	•	•
	Aardrijkskunde . .	•	•	1	•	•	1	•	•	1	•	•	3
	Natuurwetenschappen	2	•	•	2	•	•	2	•	•	6	•	•
2. Mechelen . .	Geschiedenis . . .	2	•	•	2	•	•	2	•	•	6	•	•
	Aardrijkskunde . .	1	•	•	1	•	•	1	•	•	3	•	•
	Natuurwetenschappen	•	•	2	•	•	2	•	•	2	•	•	6
3. Nieuwpoort .	Geschiedenis . . .	•	2	•	•	2	•	•	2	•	•	6	•
	Aardrijkskunde . .	•	1	•	•	1	•	•	1	•	•	3	•
	Natuurwetenschappen	•	2	•	•	1	1	•	•	2	•	3	3
4. Thienen . .	Geschiedenis . . .	•	•	2	•	•	2	•	•	2	•	•	6
	Aardrijkskunde . .	•	1	•	•	1	•	•	1	•	•	3	•
	Natuurwetenschappen	•	•	2	•	•	2	•	•	2	•	•	6

Enkel ter inlichting melden wij de andere vakken van het programma der middelbare afdeeling, namelijk : het teekenen, de gymnastiek, de muziek, de handwerken en het huishoudelijk onderwijs.

Ten opzichte van de voertaal, hebben al de leergangen het kenmerkende van de school waar zij worden onderwezen. Zij worden dus gegeven hetzij uitsluitend in het Vlaamsch, hetzij te gelijker tijd in het Fransch en in het Vlaamsch, hetzij uitsluitend in het Fransch, naar gelang de school de wet van 1883 welken naleeft, of artikel 5 daaraan toepast, of zich daaraan gansch onttrekt.

Ziehier, in elk geval, het getal uren die aan deze leergangen worden gewijd :

VAKKEN.	1 ^o JAAR.		2 ^o JAAR.		3 ^o JAAR.		GEHEEL BEDRAG DER UREN.	
	Jongens	Meisjes	Jongens	Meisjes.	Jongens	Meisjes.	Jongens.	Meisjes.
Teekenen	3	2	3	2	3	2	9	6
Gymnastiek	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	7 $\frac{1}{2}$	7 $\frac{1}{2}$
Muziek	1	1	1	1	1	1	3	3
Handwerken	•	3	•	3	•	3	•	9
Huishandelijk onderwijs . .	•	1	•	1	•	2	•	4

B. — VOORBEREIDENDE AFDEELING

Ten aanzien van de hier behandelde vraag, dient men drie soorten van scholen voor jongens en voor meisjes te onderscheiden.

I. — Vlaamsche scholen waar de wet van 1883 met de meeste stiptheid wordt nageleefd :

DERTIG SCHOLEN.	VAKKEN.	LAGERE graad.		MIDDELBARE graad.		HOOGERE graad.		GEHEEL BEDRAG der uren.	
		Jongens	Meisjes	Jongens.	Meisjes.	Jongens.	Meisjes	Jongens.	Meisjes.
21 Voor jongens: Aarschot, Aalst, Antwerpen, Boom, Brugge, Diest, Veurne, Halle (Vl. stels.), Hasselt, Lier, Lokeren, Maaseik, Mechelen, Meenen, Nieuwpoort, Ronse, Sint-Truiden, Dendermonde, Tongeren, Turnhout, Leperen	Rekenen . .	4	3	4	3	5	3	11	9
	Geschiedenis.	•	•	1	1	2	1	3	2
	Aardrijkskunde .	1	1	1	1	1	1	3	3
	Natuur-wetenschappen en Gezondheidsleer .	2	2	3	2	3	2	8	6
	Teekenen . .	2	1	2	1	2	1	6	3
9 Meisjes: Aalst, Boom, Diest, Hasselt, Lier, Lokeren, Nieuwpoort, Dendermonde	Gymnastiek.	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	2 $\frac{1}{2}$	7 $\frac{1}{2}$	7 $\frac{1}{2}$
	Muziek . .	1	1	1	1	1	1	3	3
	Handwerken.	•	3	•	4	•	4	•	11

II. — Vlaamsche scholen waar deze vakken worden onderwezen te gelijker tijd in het Vlaamsch en in het Fransch :

1^o Twee scholen voor jongens : Gent, Vilvoorde;

2^o Twee scholen voor meisjes : Brugge, Mechelen.

(De uurtabel is dezelfde als de hierbovenstaande.)

III. — Wat aangaat de scholen te Brussel en in de voorsteden, in twee dezer scholen wordt het onderwijs gegeven te gelijker tijd in het Fransch en in het Vlaamsch.

Eene voor jongens : Schaarbeek;

Eene voor meisjes : Laken.

6^o Vraag.

3^o In welke mate bedient men zich, als voertaal, van talen andere dan het Vlaamsch en het Fransch?

Antwoord.

ANDERE VOERTALEN.

In al de inrichtingen van den Staat, athenæa en middelbare scholen, bedient men zich van het Duitsch en het Engelsch als voertaal in de leergangen waar deze talen worden onderwezen.

Dat is het gevolg van de toepassing der rechtstreeksche methode, die door de studieprogrammas wordt aangeprezen :

1^o Voor de athenæa, bepaalt het programma van 30 Augustus 1888 uitdrukkelijk : « Zooveel mogelijk wordt de les gegeven in de taal die onderwezen wordt ».

2^o Voor de middelbare scholen, schrijft het programma van 10 September 1897 denzelfden regel voor : « Van den beginne af, moet de leeraar zich zooveel mogelijk bedienen van het Duitsch (of van het Engelsch) bij de verscheiden oefeningen in die taal ». Verder luidt het : « De studie van het Duitsch moet rechtstreeks worden verbonden met de studie van het Vlaamsch, evenzoo de studie van het Vlaamsch met de studie van het Duitsch, zoowel voor de spraakleer als voor de woordenkennis. — De studie van het Engelsch moet, voor dezelfde deelen van een leergang, rechtstreeks worden verbonden met die van het Vlaamsch en van het Fransch ».

IN WELKE MATE ZIJ WORDEN GEBRUIKT.

De leeraars van Duitsch en Engelsch bedienen zich van de onderwezen taal, van den dag af waarop die talen worden onderwezen, doch in zoover het mogelijk is, dat is in zoover hunne leerlingen ze verstaan.

Voor al voor de spraakkundige uitleggingen moet men, ten minste bij den aanvang, zich van de moedertaal eenigszins bedienen.

7^o Vraag.

Zou de Regeering aan de Middenafdeeling de inlichtingen kunnen mededeelen die zij bezit over de wijze waarop de vrije inrichtingen betreffende dezelfde vraagstukken te werk gaan?

Antwoord.

Aan de Regeering ontbreken de gegevens om op deze vraag eenigszins nauwkeurig te antwoorden.

